

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1024

12 octobre 2005

SOMMAIRE

Aphrodite Shipping S.A., Luxembourg	49116	Green Basil S.A., Luxembourg	49148
Aphrodite Shipping S.A., Luxembourg	49116	Immobilière Boever, S.à r.l., Luxembourg.	49116
Betafence Topco Holding, S.à r.l., Luxembourg . . .	49139	LBI S.A., Luxembourg	49108
Betafence Topco Holding, S.à r.l., Luxembourg . . .	49142	Lorion S.A., Luxembourg	49108
Cecilia Holding S.A., Luxembourg	49114	Macquarie Luxembourg Investment, S.à r.l., Luxem-	
Chafika, S.à r.l., Sandweiler.	49105	bourg	49142
Consulfin S.A., Luxembourg	49113	Marvel II S.A., Luxembourg.	49123
Cool-Tec S.A., Sandweiler	49106	Norwem Company S.A., Luxembourg.	49109
Côte d'Azur Maritime S.A., Luxembourg	49107	Patrimoine Invest, Sicav, Luxembourg	49117
Crédit Agricole Asset Management Luxembourg		Patrimoine Invest, Sicav, Luxembourg	49117
S.A., Luxembourg	49119	Promilux S.A., Strassen	49110
Crédit Agricole Asset Management Luxembourg		Real Immobilier S.A., Luxembourg	49115
S.A., Luxembourg	49119	Sulinvest S.A., Luxembourg	49111
CV Models S.A., Luxembourg.	49106	Two Seas Charter S.A., Luxembourg.	49107
Edi Concept International S.A., Luxembourg	49138	Urbi TP S.A., Luxembourg	49109
Ersel Finance S.A., Luxembourg	49114	Viky S.A., Luxembourg	49112
European Perfume Shops, S.à r.l., Luxembourg . . .	49119	WPP Luxembourg Beta Two, S.à r.l., Luxem-	
Européenne de Real Estates S.A., Luxembourg . . .	49110	bourg	49106
Exmedia S.A., Luxembourg	49109	Zademar S.A., Luxembourg	49115
e-Infocom Holding S.A., Luxembourg	49112	Zoning, S.à r.l., Rodange	49117
Fincor International Holding S.A., Luxembourg. . .	49113		

CHAFIKA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5241 Sandweiler, 42A, rue Principale.
R. C. Luxembourg B 53.770.

En date du 4 juillet 1998, Monsieur Yassine s'est retiré de la société CHAFIKA, S.à r.l. et a cédé à Madame Tania Savino les 101 parts sociales lui appartenant de la société CHAFIKA, S.à r.l.

En date du 25 mai 2005, Madame Tania Savino a cédé à la société BARCELO, Société Anonyme Holding, ayant son siège social à Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce de et à Luxembourg sous le numéro B 41.300, cinquante (50) des parts sociales de la société CHAFIKA, S.à r.l.

En date du 25 mai 2005, Madame Tania Savino a cédé à la société NH HOLDING, Société Anonyme Holding, ayant son siège social à Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce de et à Luxembourg sous le numéro B 66.543, cent (100) des parts sociales de la société CHAFIKA, S.à r.l.

Luxembourg, le 25 mai 2005.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 26 mai 2005, réf. LSO-BE06469. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(044536.3/1218/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2005.

49106

CV MODELS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 81.278.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 27 mai 2005, réf. LSO-BE07209, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(043680.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2005.

COOL-TEC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Z. I.
R. C. Luxembourg B 107.990.

Procès-verbal du Conseil d'administration du 2 mai 2005

A Pétange, 9, route de Luxembourg, immédiatement après la constitution de la S.A. COOL-TEC et de son assemblée générale extraordinaire s'est tenu le 2 mai 2005 le premier Conseil d'administration de ladite société, qui a débuté vers 9.00 heures.

Etaient présents comme administrateurs:

- Monsieur Victor Wenner, demeurant à L-2133 Luxembourg, 66, rue Nicolas Martha;
- Monsieur Jeannot Baustert, demeurant à L-4920 Bascharage, 1, rue de l'Eau;
- Monsieur Nicolas Thommes, demeurant à L-6552 Berdorf, 17, An der Ruetsbech.

Après avoir constaté, que les administrateurs présents avaient une parfaite connaissance de l'ordre du jour dudit Conseil d'Administration, auquel ils se reconnaissaient dûment convoqués, ont été prises à l'unanimité des voies les résolutions suivantes:

1) Est nommé président du Conseil d'Administration Monsieur Victor Wenner;

2) Conformément à l'autorisation donnée par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société, la gestion journalière dans le domaine d'activité d'importation, d'exportation, de vente, d'installation, d'entretien de matériel et d'articles de réfrigération, de congélation, de climatisation et de ventilation est confiée à Monsieur Victor Wenner, avec pouvoir d'engager la société par sa seule signature dans ce domaine d'activité;

3) Conformément à l'autorisation donnée par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société, la gestion journalière dans le domaine d'activité de l'électricité est confiée à Monsieur Jeannot Baustert, avec pouvoir d'engager la société par sa seule signature dans ce domaine d'activité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour le Conseil d'Administration est clôturé à 9.15 heures.

Dressé à Sandweiler, le 6 mai 2005

V. Wenner.

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2005, réf. LSO-BF03909. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(049213.3/643/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2005.

WPP LUXEMBOURG BETA TWO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.649.208.050,-.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.
R. C. Luxembourg B 98.276.

EXTRAIT

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales sous seing privé du 2 juin 2005 entre WPP LUXEMBOURG BETA, S.à r.l., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine à L-1720 Luxembourg, immatriculée au du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 79.015 (BETA) et WPP (LUXEMBOURG), S.à r.l., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine à L-1720 Luxembourg, immatriculée au du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 68.213 (Luxembourg), en présence de la Société, que 13.152.803 (treize millions cent cinquante deux mille huit cent trois) parts sociales de la Société d'une valeur nominale de USD 50,- (cinquante dollars des Etats-Unis d'Amérique) chacune ont été cédées avec effet au 2 juin 2005 par BETA à Luxembourg.

Il résulte par ailleurs d'un contrat d'apport sous seing privé du 3 juin 2005 entre BETA et WPP LUXEMBOURG IH 2001 HOLDINGS, S.à r.l., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine à L-1720 Luxembourg, en cours d'immatriculation au du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et WPP LUXEMBOURG BETA THREE, S.à r.l. (anciennement WPP LUXEMBOURG HOLDINGS FOUR, S.à r.l.), une société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine à L-1720 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106.207 (BETA THREE) que BETA a apporté ses 59.831.358 parts sociales restantes de la Société d'une valeur nominale de USD 50,- (cinquante dollars des Etats-Unis d'Amérique) à BETA THREE avec effet au 3 juin 2005.

En conséquence, l'actionnariat de la Société est depuis le 3 juin 2005 et à ce jour comme suit:

WPP LUXEMBOURG BETA THREE, S.à r.l. 59.831.358 parts sociales
WPP (LUXEMBOURG), S.à r.l. 13.152.803 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 7 juin 2005, réf. LSO-BF01818. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(048855.3/253/33) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2005.

TWO SEAS CHARTER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 74.905.

- Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire, qui s'est tenue au siège social à Luxembourg, le 31 mai 2005 que:

Le mandat des Administrateurs étant venu à échéance, sont appelées à la fonction d'Administrateur, les personnes suivantes:

Monsieur Jean-Claude Ramon, directeur de sociétés, élisant domicile au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
TRIMAR MANAGEMENT S.A., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A. société de droit luxembourgeois, ayant son siège au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Leur mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2006.

Son mandat étant venu à échéance, est appelée à la fonction de Commissaire aux Comptes la personne suivante:

Monsieur Arnaud Bezzina, directeur financier, élisant domicile au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Son mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2006.

- Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration, qui s'est tenue au siège social à Luxembourg, le 31 mai 2005 que:

En vertu de l'autorisation qui lui a été conférée par l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue au siège social le 31 mai 2005, le Conseil nomme TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, «administrateur-délégué».

Le Conseil lui délégué la totalité de la gestion journalière de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, avec plein pouvoir d'engager la société individuellement sous sa seule signature pour toute ouverture de compte bancaire et généralement toute opération ne dépassant pas quinze mille euros (15.000,- EUR) (ou la contre valeur en devise) et sous réserve de la limitation suivante: tous les actes relevant de l'achat, la vente et l'hypothèque de navire, toute prise de crédit devront requérir la signature de deux administrateurs.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 7 juin 2005, réf. LSO-BF01734. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(048753.3/2329/33) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2005.

COTE D'AZUR MARITIME S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 42, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 85.725.

- Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire, qui s'est tenue au siège social à Luxembourg, le 27 juin 2003 que:

Le mandat des Administrateurs étant venu à échéance, sont appelées à la fonction d'Administrateur, les personnes suivantes:

TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 42, Grand-rue, L-1660 Luxembourg.

Monsieur Pascal Wiscour-Conter, licencié en sciences commerciales et financières élisant domicile au 42, Grand-rue, L-1660 Luxembourg.

Monsieur Mamadou Dione, comptable, élisant domicile au 42, Grand-rue, L-1660 Luxembourg.

Leur mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2004.

Le mandat du Commissaire aux Comptes étant venu à échéance, est appelée à la fonction de Commissaire aux Comptes la personne suivante:

Monsieur Arnaud Bezzina, directeur financier, élisant domicile au 42, Grand-rue, L-1660 Luxembourg.

Son mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2004.

- Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration, qui s'est tenue au siège social à Luxembourg, le 27 juin 2003 que:

En vertu de l'autorisation qui lui a été conférée par l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue au siège social à Luxembourg, en date du 27 juin 2003, le Conseil nomme TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 42, Grand-rue, L-1660 Luxembourg «administrateur-délégué».

Le Conseil lui délégué la totalité de la gestion journalière de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, avec plein pouvoir d'engager la société individuellement sous sa seule signature pour toute ouverture de compte bancaire et généralement toute opération bancaire ne dépassant pas quinze mille euros (15.000,- EUR) (ou la contre valeur en devise) et sous réserve de la limitation suivante: toute opération bancaire dépassant quinze mille euros, ainsi que tous les actes relevant de l'achat, la vente et l'hypothèque de navire, toute prise de crédit devront requérir la signature de deux administrateurs dont nécessairement celle de l'administrateur-délégué.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 7 juin 2005, réf. LSO-BF01724. – Reçu 14 juin euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(048747.3/2329/35) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juin 2005.

LBI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 72.651.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 11 mai 2005

Conformément à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 11 mai 2005, le Conseil d'Administration décide d'accepter:

La démission d'un Administrateur:

M. Jean -Luc Reynard, né le 7 mars 1958 à Saint Ouen, demeurant à 1711 SE EBB Court Port Sainte Lucie (Floride) 34952 USA à partir de ce jour et lui accorde quitus pour son mandat.

La rénomination des trois anciens administrateurs et du commissaire aux comptes:

M. Lionel Ponthieux, né le 9 décembre 1952 à Paris, demeurant à F-28 Chartres, 6/8, rue du Cheval Blanc à partir du 6 juillet 2004.

Mme Patricia Galland, née le 15 septembre 1953 Juvisy sur Orge, demeurante à F-77590 Chartrettes 7, quai des Vallées à partir du 6 juillet 2004.

La société 4D CONSULTING CORP. ayant son siège social à R.G. HODGE PLAZA 2^e étage Upper Main Street Wis-khams Kay, 1 Road Town, Tortola, British Virgin Islands (BVI) IBC N° 348116 à partir du 6 juillet 2004.

Luxembourg, le 11 mai 2005.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 3 juin 2005, réf. LSO-BF01080. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(048049.3/000/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2005.

LORION S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 29.873.

DISSOLUTION

Extrait

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale qui s'est tenue en date du 12 mai 2005 que:

1. Le rapport du commissaire-vérificateur sur la gestion de la liquidation et de la dissolution de la société a été approuvé.
2. L'assemblée a accordé décharge pleine de leurs missions respectives au liquidateur, aux administrateurs et aux commissaires.
3. L'assemblée a décidé la clôture de la liquidation et constate la dissolution définitive de la société.
4. Les documents de la société seront conservés pendant une durée légale de cinq ans au siège de la société, 39, boulevard Joseph II à L-1840 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 27 mai 2005, réf. LSO-BE06982. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(044111.3/304/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2005.

49109

NORWEM COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 72.508.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juin 2005, réf. LSO-BF00286, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 3 juin 2005.

Signature.

(046170.3/578/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

EXMEDIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 47.923.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juin 2005, réf. LSO-BF00288, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 3 juin 2005.

Signature.

(046167.3/578/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

URBI TP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 88.046.

Rapport de l'Assemblée Générale Extraordinaire

L'an deux mille quatre, le 30 septembre.

S'est réunie à l'assemblée générale extraordinaire de la société URBI TP S.A. au siège social à Luxembourg.

Monsieur Patrick Eschette a été nommé président de l'assemblée générale extraordinaire.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Monsieur Julien Gournet.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Monsieur Kugener Val.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant d'actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants.

Monsieur le président expose et l'assemblée constate:

A. Que la présente assemblée constate:

Ordre du jour:

- Révocation de deux administrateurs et nomination de deux administrateurs.
- Nomination de deux administrateurs-délégués.
- Révocation du commissaire aux comptes et nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.

Première résolution

L'assemblée révoque deux des trois membres du conseil d'administration de la société, à savoir:

- Monsieur Marc Hayard, employé privé, demeurant à L-8415 Steinfort, 16, rue Herrenfeld.
- Monsieur Romain Schmit, employé privé, demeurant à L-7651 Heffingen, 12, Um Knaeppchen.

L'assemblée décide de nommer deux nouveaux administrateur en leur remplacement, à savoir:

- Monsieur Philippe Nocquet, employé, demeurant à F-95000 Enghien-les-Bains, 173, avenue de la Division Leclerc.
- Monsieur Aimé Renard, employé privé, demeurant à L-1520 Luxembourg, 11-13, rue Adolphe Fischer.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer deux administrateurs-délégués, à savoir:

- Monsieur Patrick Eschette, employé privé, demeurant à L-1326 Luxembourg, 21, rue Auguste Charles.
- Monsieur Aimé Renard, employé privé, demeurant à L-1520 Luxembourg, 11-13, rue Adolphe Fischer.

Troisième résolution

Un administrateur-délégué a le pouvoir d'engager la société en toutes circonstances, dans le sens le plus large, c'est-à-dire aussi pour tout achat et vente de biens mobiliers et immobiliers par sa seule signature.

Quatrième résolution

L'assemblée révoque le commissaire aux comptes, à savoir:

- EUWEHA S.A., demeurant à L-1638 Senningerberg, 78, rue du Golf.

L'assemblée décide de nommer un nouveau commissaire aux comptes, à savoir:
- Monsieur René Moris, demeurant à L-1853 Luxembourg, 24, rue Léon Kauffmann.
L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le président prononce la clôture de l'assemblée.

Signature / Signature / Signature

Le président / Le secrétaire / Le scrutateur

Enregistré à Luxembourg, le 31 mai 2005, réf. LSO-BE07978. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(046097.3/000/50) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

PROMILUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 73, rue des Romains.
R. C. Luxembourg B 35.591.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société tenue au siège social
en date du 31 mai 2005*

L'assemblée décide de confirmer les mandats d'administrateurs de:

- Monsieur Pierre Kohlen, retraité, né le 11 mai 1923 à Binsfeld (Weiswampach), demeurant à L-8041 Strassen, 73, rue des Romains,

- Madame Germaine Freyling, sans état, née le 14 mai 1922 à Strassen, demeurant à L-8041 Strassen, 73, rue des Romains,

- Monsieur Claude Bollendorff, docteur en médecine, né le 8 juillet 1953 à Luxembourg, demeurant à L-2410 Strassen, 175, rue de Reckenthal,

- Madame Gabrielle Ewert, employée privée, née le 21 novembre 1957 à Luxembourg, demeurant à L-6970 Oberanven, 17, rue Andethana,

qu'ils ont exercés depuis leur nomination par l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 22 avril 1999 jusqu'à ce jour.

L'assemblée décide de les nommer à nouveau à cette fonction pour une nouvelle période de 6 ans, leurs mandats prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2011.

L'assemblée décide de confirmer le mandat de commissaire aux comptes de Monsieur Julien Kohlen, ingénieur géomètre, né le 8 février 1956 à Luxembourg, demeurant à L-6970 Oberanven, 17, rue Andethana,

qu'il a exercé depuis sa nomination par l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 22 avril 1999 jusqu'à ce jour.

L'assemblée décide de le nommer à nouveau à cette fonction pour une nouvelle période de 6 ans, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2011.

Pour extrait conforme

Pour PROMILUX S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 3 juin 2005, réf. LSO-BF01009. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(045939.3/000/33) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

EUROPEENNE DE REAL ESTATES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 93.512.

Rapport de l'Assemblée Générale Extraordinaire

L'an deux mille cinq, le 4 mai.

S'est réunie à l'assemblée générale extraordinaire de la société EUROPEENNE DE REAL ESTATES S.A. au siège social à Luxembourg.

Monsieur Patrick Eschette a été nommé président de l'assemblée générale extraordinaire.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Monsieur Julien Gournet.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Monsieur Kugener Val.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant d'actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants.

Monsieur le président expose et l'assemblée constate:

A. Que la présente assemblée constate:

49111

Ordre du jour:

- Révocation de deux administrateurs et nomination de deux administrateurs.
- Nomination d'un deuxième administrateur-délégué.
- Elargissement des engagements des administrateurs-délégués.
- Révocation du commissaire aux comptes et nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.

Première résolution

L'assemblée révoque deux des trois membres du conseil d'administration de la société, à savoir:

- Monsieur Marc Hayard, employé privé, demeurant à L-8415 Steinfort, 16, rue Herrenfeld.
- Monsieur Romain Schmit, employé privé, demeurant à L-7651 Heffingen, 12, Um Knaeppchen.

L'assemblée décide de nommer deux nouveaux administrateur en leur remplacement, à savoir:

- Monsieur Philippe Nocquet, employé, demeurant à F-95000 Enghien-les-Bains, 173, avenue de la Division Leclerc.
- Monsieur Herrand Trauttmansdorff, avocat, demeurant à FL-9490 Vaduz, Austrasse 42.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer un deuxième administrateur-délégué, à savoir:

Monsieur Herrand Trauttmansdorff, avocat, demeurant à FL-9490 Vaduz, Austrasse 42.

Troisième résolution

Un administrateur-délégué a le pouvoir d'engager la société en toutes circonstances, dans le sens le plus large, c'est-à-dire aussi pour tout achat et vente de biens mobiliers et immobiliers par sa seule signature.

Quatrième résolution

L'assemblée révoque le commissaire aux comptes, à savoir:

- EUWEHA S.A., demeurant à L-1638 Senningerberg, 78, rue du Golf.

L'assemblée décide de nommer un nouveau commissaire aux comptes, à savoir:

- Monsieur René Moris, demeurant à L-1853 Luxembourg, 24, rue Léon Kauffmann.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le président prononce la clôture de l'assemblée.

Signature / Signature / Signature

Le président / Le secrétaire / Le scrutateur

Enregistré à Luxembourg, le 31 mai 2005, réf. LSO-BE07979. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(046095.3/000/51) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

SULINVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 75.058.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire tenue à Luxembourg, le 23 mai 2005 à 10 heures

Il résulte dudit procès-verbal que le mandat d'Administrateur de Marcelle Mestre, administrateur de sociétés, demeurant à CH-Fribourg, et des sociétés CRITERIA, S.à r.l. et PROCEDIA, S.à r.l., établies au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg a été renouvelé pour une période de 6 ans. Leur mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2011.

Il résulte également dudit procès-verbal que le mandat de commissaire aux comptes de la société MARBLEDEAL LTD, avec siège social au 41, Chalton Street, GB-London NW1 1JD, a été renouvelé pour une période de 6 ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2011.

Il résulte enfin dudit procès-verbal que le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à Madame Marcelle Mestre, administrateur de sociétés, demeurant à CH-Fribourg.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal du conseil d'administration tenu à Luxembourg en date du 23 mai 2005 à 11 heures

Il résulte dudit procès-verbal que Madame Marcelle Mestre a été élue aux fonctions d'Administrateur délégué de la Société; il aura tous pouvoirs pour engager valablement la Société par sa seule signature.

Luxembourg, le 23 mai 2005.

Pour SULINVEST S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 30 mai 2005, réf. LSO-BE07536. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(045920.3/768/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

e-INFOCOM HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 75.604.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire tenue à Luxembourg, le 17 mai 2005 à 14 heures

Il résulte dudit procès-verbal que le mandat d'administrateur de Gabriel Jean, juriste, demeurant à Luxembourg, et des sociétés CRITERIA, S.à r.l. et PROCEDIA, S.à r.l., établies au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg a été renouvelé pour une période de 6 ans. Leur mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2011.

Il résulte également dudit procès-verbal que le mandat de commissaire aux comptes de la société MARBLEDEAL LTD, avec siège social au 41, Chalton Street, GB-London NW1 1JD, a été renouvelé pour une période de 6 ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2011.

Il résulte enfin dudit procès-verbal que le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à Monsieur Gabriel Jean, juriste, demeurant à Luxembourg.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal du conseil d'administration tenu à Luxembourg en date du 17 mai 2005 à 15 heures

Il résulte dudit procès-verbal que Monsieur Gabriel Jean a été élu aux fonctions d'Administrateur délégué de la Société; il aura tous pouvoirs pour engager valablement la Société par sa seule signature.

Luxembourg, le 17 mai 2005.

Pour e-INFOCOM HOLDING S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 30 mai 2005, réf. LSO-BE07539. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(045917.3/768/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

VIKY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9-11, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 49.855.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue à Luxembourg le 2 mai 2005, que l'Assemblée a pris, entre autres, les résolutions suivantes:

Cinquième résolution

L'Assemblée prend acte et ratifie la cooptation de Monsieur Onelio Piccinelli, en qualité d'Administrateur de la société, en remplacement de Monsieur Mirko La Rocca, cooptation décidée par le Conseil d'Administration en date du 25 juin 2004.

L'Assemblée nomme définitivement Monsieur Onelio Piccinelli en qualité d'Administrateur de la société. Le mandat ainsi conféré, à l'instar du mandat des deux autres Administrateurs, expire à l'Assemblée Générale de ce jour.

Sixième résolution

L'Assemblée prend acte que le mandat des Administrateurs et du Commissaire sont venus à échéance en date du 1^{er} mars 2004 et qu'en l'absence de renouvellement des mandats et/ou de nouvelles nominations, les Administrateurs et le Commissaire ont poursuivi leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

L'Assemblée décide de nommer les Administrateurs suivants:

* Monsieur Sergio Vandì, employé privé, 12, avenue de la Liberté à L-1930 Luxembourg, Administrateur et Président du Conseil d'Administration;

* Monsieur Davide Murari, employé privé, 12, avenue de la Liberté à L-1930 Luxembourg, Administrateur;

* Monsieur Onelio Piccinelli employé privé, 12, avenue de la Liberté à L-1930 Luxembourg, Administrateur.

Le mandat des Administrateurs prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2005.

L'Assemblée décide de nommer Monsieur Vincent Thill, employé privé, 12, avenue de la Liberté à L-1930 Luxembourg, en qualité de Commissaire.

Le mandat du Commissaire prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2005.

VIKY S.A.

S. Vandì / D. Murari

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 31 mai 2005, réf. LSO-BE07646. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(045910.3/043/36) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

FINCOR INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9-11, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 59.325.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 avril 2005, que l'Assemblée a pris, entre autres, la résolution suivante:

Huitième résolution

L'Assemblée prend acte que les mandats des Administrateurs et du Commissaire sont venus à échéance en date du 15 novembre 2004. L'Assemblée décide de nommer les Administrateurs suivants:

* Monsieur Sergio Vandi, employé privé, demeurant à L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) - 12, avenue de la Liberté;

* Monsieur Davide Murari, employé privé, demeurant à L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) - 12, avenue de la Liberté;

* Monsieur Alfonso Belardi, employé privé, demeurant à L-1930 Luxembourg, 12, avenue de la Liberté.

Le mandat des Administrateurs prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 30 juin 2005.

L'Assemblée décide de ne pas renommer la société GRANT THORNTON REVISION ET CONSEILS S.A., 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, en qualité de Commissaire.

L'Assemblée décide de nommer Monsieur Stefano De Meo, employé privé, 12, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, en qualité de Commissaire.

Le mandat du Commissaire prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 30 juin 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2005.

FINCOR INTERNATIONAL HOLDING S.A.

S. Vandi / D. Murari

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 31 mai 2005, réf. LSO-BE07643. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(045907.3/043/31) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

**CONSULFIN S.A., Société Anonyme,
(anc. COMPETITIVE FINANCE S.A.).**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9-11, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 49.787.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Annuelle qui s'est tenue à Luxembourg en date du 26 mai 2005, que l'Assemblée a pris, entre autres, la résolution suivante:

Quatrième résolution

L'Assemblée prend acte que les mandats des Administrateurs et du Commissaire viennent à échéance en date de ce jour. L'Assemblée décide de nommer pour un terme de 1 (un) an, les Administrateurs suivants:

* Monsieur Sergio Vandi, employé privé, 12, avenue de la Liberté à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), Administrateur et Président du Conseil d'Administration;

* Monsieur Onelio Piccinelli, employé privé, 12, avenue de la Liberté à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), Administrateur;

* Monsieur Jean-Paul Legoux, administrateur de sociétés, Rua das Narcegas, 191 à Cascais (Portugal), Administrateur.

Le mandat des Administrateurs prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2005.

L'Assemblée décide de nommer la société GRANT THORNTON REVISION ET CONSEILS S.A., 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, en qualité de Commissaire.

Le mandat du Commissaire prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2005.

Le Conseil d'Administration

S. Vandi / O. Piccinelli

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 31 mai 2005, réf. LSO-BE07644. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(045902.3/043/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

49114

ERSEL FINANCE S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1637 Luxembourg, 9-11, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 51.735.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire qui s'est tenue à Luxembourg en date du 14 mars 2005, que l'Assemblée a pris, entre autres, la résolution suivante:

Troisième résolution

L'Assemblée prend acte et ratifie la cooptation de Monsieur Davide Murari, en qualité d'Administrateur de la société, en remplacement de Monsieur Mirko La Rocca, cooptation décidée par le Conseil d'Administration en date du 25 juin 2004.

L'Assemblée nomme définitivement Monsieur Davide Murari en qualité d'Administrateur de la société. Le mandat ainsi conféré, à l'instar du mandat des autres Administrateurs, expire à l'Assemblée Générale de ce jour.

Cinquième résolution

L'Assemblée prend acte que le mandat des Administrateurs et que le mandat du Réviseur d'Entreprises viennent à échéance en date de ce jour et décide de nommer pour un terme de 1 (un) an, les Administrateurs suivants:

- * Monsieur Renzo Giubergia, administrateur de sociétés, demeurant à Turin (Italie), Administrateur;
- * Monsieur Guido Giubergia, administrateur de sociétés, demeurant à Turin (Italie), Administrateur;
- * Monsieur Emanuele Cottino, dirigeant, demeurant à Turin (Italie), Administrateur;
- * Monsieur Sergio Vandì, employé privé, demeurant à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), Administrateur;
- * Monsieur Davide Murari, employé privé, demeurant à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), Administrateur.

Le mandat des Administrateurs prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2005.

L'Assemblée décide de nommer pour un terme de 1 (un) an, la société DELOITTE & TOUCHE S.A., 3, route d'Arlon, L-8009 Strassen, en qualité de Réviseur d'Entreprises.

Le mandat du Réviseur d'Entreprises prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2005.

ERSEL FINANCE S.A.

S. Vandì / D. Murari

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 31 mai 2005, réf. LSO-BE07645. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(045900.3/043/36) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

CECILIA HOLDING S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 75.150.

*Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire tenue à Luxembourg,
le 24 mai 2005 à 14.00 heures*

Il résulte dudit procès-verbal que le mandat d'administrateur de Gabriel Jean, juriste, demeurant à Luxembourg, et des sociétés CRITERIA, S.à r.l. et PROCEDIA, S.à r.l. établies au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg a été renouvelé pour une période de 6 ans. Leur mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2011.

Il résulte également dudit procès-verbal que le mandat de commissaire aux comptes de la société MARBLEDEAL LTD, avec siège social au 41, Chalton Street, GB-London NW1 1JD, a été renouvelé pour une période de 6 ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2011.

Il résulte enfin dudit procès-verbal que le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à Monsieur Gabriel Jean, juriste, demeurant à Luxembourg.

*Extrait sincère et conforme du procès-verbal du conseil d'administration tenu à Luxembourg,
en date du 24 mai 2005 à 15.00 heures*

Il résulte dudit procès-verbal que Monsieur Gabriel Jean a été élu aux fonctions d'Administrateur-délégué de la Société; il aura tous pouvoirs pour engager valablement la Société par sa seule signature.

Luxembourg, le 24 mai 2005.

Pour CECILIA HOLDING S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 30 mai 2005, réf. LSO-BE07542. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(045861.3/768/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

49115

REAL IMMOBILIER S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R. C. Luxembourg B 85.958.

—
RECTIFICATIF

Il y a lieu de lire:

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social en date du 5 novembre 2004:
- Le siège social de la société a été transféré du 50, val fleuri Luxembourg au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.
Ont été nommés administrateurs en remplacement de Monsieur Bruno Beernaerts, Mario Fabrini et Monsieur David De Marco, démissionnaires:
- Monsieur Gianluca Ninno, fiscaliste, né le a Policoro (I) le 7 avril 1975 et demeurant à 560, rue de Neudorf, L-2220;
- Monsieur Riccardo Moraldi, employé privé, né à Milan le 13 mai 1966 et demeurant à 560, rue de Neudorf L-2220;
- Monsieur Antonio Monti, avocat, né le 6 mai 1956 à Sorengo (CH) demeurant à Lugano, Suisse.
Les nouveaux administrateurs sont élus pour une période expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2007.
Pour mention aux fins de la publications au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mai 2005.

Pour extrait conforme
Signature

Au lieu de:

EXTRAIT

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 5 novembre 2004:
- Le siège social de la société a été transféré du 50, val fleuri Luxembourg au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.
Ont été nommés administrateurs en remplacement de Monsieur Bruno Beernaerts, Mario Fabrini et Monsieur David De Marco, démissionnaires:
- Monsieur Gianluca Ninno, fiscaliste, né le a Policoro (I) le 7 avril 1975 et demeurant à 560, rue de Neudorf, L-2220;
- Monsieur Riccardo Moraldi, employé privé, né à Milan le 13 mai 1966 et demeurant à 560, rue de Neudorf L-2220;
- Monsieur Antonio Monti, avocat, né le 6 mai 1956 à Sorengo (CH) demeurant à Lugano, Suisse.
Les nouveaux administrateurs sont élus pour une période expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2007.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2004.

Pour extrait conforme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 juin 2005, réf. LSO-BF00491. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(045863.2//41) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

ZADEMAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 87.934.

—
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale statutaire des actionnaires
tenue au siège social à Luxembourg, le 11 mai 2005*

Monsieur Carlodalatri Bruno, Madame Scheifer-Gillen Romaine et Monsieur Arno' Vincenzo sont renommés administrateurs pour une nouvelle période de trois ans. Monsieur Schaus Adrien est renommé commissaire aux comptes pour la même période. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2008.

Pour extrait sincère et conforme
ZADEMAR S.A.
B. Carlodalatri / R. Scheifer-Gillen
Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 19 mai 2005, réf. LSO-BE04184. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(044994.3/545/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2005.

APHRODITE SHIPPING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 53.250.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire, qui s'est tenue au siège social à Luxembourg le 8 avril 2005 que:

Le mandat des Administrateurs étant venu à échéance, sont appelées à la fonction d'Administrateur, les personnes suivantes:

Monsieur Jean-Claude Ramon, directeur de société, élisant domicile au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Monsieur Jean Patry, avocat, élisant domicile au 6, rue du Conseil Général, CH-1205 Genève.

TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Leur mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2006.

Le mandat du Commissaire aux Comptes étant venu à échéance, est appelée à la fonction de Commissaire aux Comptes la personne suivante:

Monsieur Arnaud Bezzina, directeur financier, élisant domicile au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Son mandat prendra fin avec l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2006.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration, qui s'est tenue au siège social à Luxembourg, le 8 avril 2005 que:

En vertu de l'autorisation qui lui a été conférée par l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue au siège social le 8 avril 2005, le Conseil nomme TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg «administrateur-délégué».

Le Conseil lui délègue la totalité de la gestion journalière de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, avec plein pouvoir d'engager la société individuellement sous sa seule signature pour toute ouverture de compte bancaire et généralement toute opération bancaire ne dépassant pas vingt trois mille euro (23.000,- EUR) (ou contre-valeur devise) et sous réserve de la limitation suivante: tous les actes relevant de l'achat, la vente et l'hypothèque de navire, ainsi que toute prise de crédit devront requérir la signature de deux administrateurs dont celle du Président.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 18 mai 2005, réf. LSO-BE03440. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(045770.3/2329/34) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

APHRODITE SHIPPING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 53.250.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire, qui s'est tenue au siège social à Luxembourg, le 18 avril 2005 que:

L'Assemblée accepte la démission de Maître Jean Patry, avocat, élisant domicile au 65, rue du Rhône, CH-1211 Genève, en sa qualité d'administrateur.

L'Assemblée décide d'élire en remplacement de l'administrateur démissionnaire, TRIMAR MANAGEMENT S.A., société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg. Son mandat est confirmé en date de ce jour et prendra fin lors de l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 18 mai 2005, réf. LSO-BE03441. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(045776.3/2329/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

IMMOBILIERE BOEVER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2262 Luxembourg, 20, rue Adolphe Omlor.
R. C. Luxembourg B 33.143.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 31 mai 2005, réf. LSO-BE07677, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mai 2005.

IMMOBILIERE BOEVER

Signature

(043648.3/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2005.

49117

PATRIMOINE INVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 43.209.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 avril 2005

En date du 13 avril 2005, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- De ratifier la cooptation de Monsieur Patrice de Larrard en qualité d'Administrateur, en date du 17 juillet 2004, en remplacement de Madame Christine Moser, démissionnaire;
- De nommer Monsieur Patrice de Larrard, en qualité d'Administrateur, pour une durée d'un an jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires en 2006;
- De renouveler le mandat MM. Philippe Zaouati et Christophe Lhote, en qualité d'Administrateurs de la Société, pour une durée d'un an jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires en 2006;
- De ne pas reconduire le mandat de ERNST & YOUNG en qualité de Réviseur d'Entreprises de la Société;
- De nommer DELOITTE S.A., en qualité de Réviseur d'Entreprises de la Société, pour une durée d'un an jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires en 2006.

Luxembourg, le 30 avril 2005.

Pour extrait sincère et conforme

Le Conseil d'Administration

G. Abel

Directeur Général

Enregistré à Luxembourg, le 13 mai 2005, réf. LSO-BE02791. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(045113.3/000/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2005.

PATRIMOINE INVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 43.209.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 13 mai 2005, réf. LSO-BE02784, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2005.

Signature.

(045133.2/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2005.

ZONING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4831 Rodange, 362, route de Longwy.
R. C. Luxembourg B 108.422.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le vingt-sept mai.

Par-devant Maître, Aloyse Biel, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Madame Clémy Josette Astrid Muller, pensionnée, demeurant à L-4831 Rodange, 362, route de Longwy.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'elle constitue par les présentes.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, l'associée peut s'adjoindre un ou plusieurs coassociés et, de même, les futurs associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la société.

Art. 2. La société a pour objet le guide des zones à caractère industriel, commercial & artisanal avec l'achat et la vente des articles de la branche.

La société peut faire toutes les opérations qui se rattachent directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet ou qui sont de nature à en faciliter la réalisation ou l'extension, sans pouvoir entraîner cependant la modification essentielle de celui-ci.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de ZONING, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Rodange.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'associée unique.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-) divisé en cent parts sociales (100) de cent vingt-quatre euros (EUR 124,-) chacune et se trouve maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Art. 7. Les cent parts sociales (100) parts sociales sont souscrites en espèces par l'associée unique.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées en espèces de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-) est dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Art. 8. Toutes cessions entre vifs de parts sociales détenues par l'associé unique comme leur transmission par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être dans le même cas transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan et inventaire de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associé ou non, nommés et révocables à tout moment par l'associé unique qui en fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Art. 11. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 12. Chaque année le trente et un décembre les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Le produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissement et charges constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la libre disposition de l'associée unique.

Art. 13. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, l'associée se réfère aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commence aujourd'hui et finit le trente et un décembre 2005.

Frais

L'associé a évalué le montant des frais, dépenses, rémunération et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution à environ huit cents cinquante euros (EUR 850,-).

Les frais et honoraires des présentes sont à charge de la société. Elle s'engage solidairement ensemble avec les comparants au paiement desdits frais.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare aussi avoir informé les comparants au sujet des formalités d'ordre administratif nécessaires en vue de l'obtention d'une autorisation d'établissement préalable à l'exercice de toute activité.

Décisions

Et l'associée a pris les résolutions suivantes:

1. Est nommée gérante pour une durée indéterminée: Madame Clémy Josette Astrid Muller, prénommée.
2. La société est gérée par l'associée-gérante unique qui pourra engager la société sous sa seule signature.
3. Le siège social est établi à L-4831 Rodange, 362, route de Longwy.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénom, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C.J.A. Muller, A. Biel.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} juin 2005, vol. 908, fol. 20, case 5. – Reçu 124 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux parties sur demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 7 juin 2005.

A. Biel.

(047909.3/203/82) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2005.

CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 27.804.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 avril 2005

En date du 8 avril 2005, l'Assemblée Générale Ordinaire a pris les résolutions suivantes:

* l'Assemblée Générale a reçu la démission de M. Pascal Voisin, en date du 18 février 2005;

* l'Assemblée Générale a reconduit le mandat de Messieurs Paul-Henri de La Porte du Theil, Philippe Zaouati, Etienne Clément, Jean-Yves Glain, Gilles Martinengo, Jean-François Abadie Serge Dubois, en qualité d'Administrateurs, pour une durée d'un an, prenant fin à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005;

* l'Assemblée Générale a reconduit le mandat de PricewaterhouseCoopers en qualité de Commissaire aux Comptes, pour une durée d'un an, expirant à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005;

* l'Assemblée Générale a reconduit le mandat de M. Philippe Zaouati, en qualité d'Administrateur délégué, pour une durée d'un an, prenant fin à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Luxembourg, le 8 avril 2005.

Pour extrait sincère et conforme

Pour le Conseil d'Administration

P. Zaouati

Administrateur-délégué

Enregistré à Luxembourg, le 13 mai 2005, réf. LSO-BE02774. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(045111.3/000/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2005.

CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 27.804.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 13 mai 2005, réf. LSO-BE02777, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2005.

Signature.

(045135.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2005.

EUROPEAN PERFUME SHOPS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Registered office: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.
R. C. Luxembourg B 108.223.

STATUTES

In the year two thousand and five, on the twenty-third of May.

Before Us, Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

BRIDGEPOINT CAPITAL (NOMINEES) LIMITED, having its registered office in 101, Finsbury Pavement, London EC2A 1 EJ, registered at the Trade register of England under the number 3.220.373,

here represented by Mr Eddy Perrier, private employee, residing at 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, by virtue of a proxy given in London, on May 20, 2005.

Said proxy after signature ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

This appearing party, through its mandatory, intends to incorporate a «one-man limited liability company» (société à responsabilité limitée unipersonnelle), the Articles of which it has established as follows:

Title I.- Object - Denomination - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby established a unipersonal limited liability company which will be governed by the laws in effect and especially by those of August 10th, 1915 referring to commercial companies as amended from time to time, September 18th, 1933 on limited liability companies, as amended, and December 28th, 1992 on unipersonal limited liability companies as well as by the present statutes.

Art. 2. The denomination of the company is EUROPEAN PERFUME SHOPS, S.à r.l.

Art. 3. The registered office of the company is established in Luxembourg. It can be transferred to any other, place in the Grand Duchy of Luxembourg according to an agreement of the participants.

Art. 4. The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the

transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies. The company may borrow in any form.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. The company is established for an unlimited period.

Art. 6. The bankruptcy, insolvency or the failure of one of the participants do not put an end to the company.

Title II.- Capital - Parts

Art. 7. The capital of the company is fixed at twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR), divided into one hundred and twenty-five (125) parts of one hundred euro (100.- EUR) each.

Art. 8. The company may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own parts. Such repurchase shall be subject to the following conditions:

- any repurchase of parts made by the company may only be made out of the company's retained profits and free reserves,
- the repurchased parts will be immediately cancelled and the capital reduced as a consequence thereof in accordance with the legal procedure requirements.

Art. 9. Parts can be freely transferred by the sole participant, as long as there is only one participant.

In case there is more than one participant, parts are freely transferable among participants. Transfer of parts «inter vivos» to non participants may only be made with the prior approval of participants representing at least three quarters of the capital.

For all other matters, reference is being made to Articles 189 and 190 of the law referring to commercial companies.

Art. 10. A participant as well as the heirs and representatives or entitled persons and creditors of a participant cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to the financial statements and to the decisions of the general meetings.

Title III.- Management

Art. 11. The company is administrated by one or more managers (gérants), who are invested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful to the accomplishment of the corporate purpose of the company, except those expressly reserved by law to the general meeting. The manager(s) represent(s) the company towards third parties and any litigation involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the company by the manager(s).

They are appointed by the general meeting of participants for an undetermined period.

Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either participants or not.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, another manager as his proxy. Any manager may participate in a meeting of the board of managers by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Title IV.- General meetings of participants

Art. 12. The sole participant shall exercise all the powers vested with the general meeting of the participants under section XII of the law of August 10th, 1915 on commercial companies.

All decisions exceeding the powers of the manager(s) shall be taken by the sole participant. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded on a special register.

In case there is more than one participant, decisions of participants shall be taken in a general meeting or by written consultation at the instigation of the management. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the participants representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

Title V.- Financial year - Profits - Reserves

Art. 13. The financial year of the company starts on the first of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 14. Each year on the last day of December an inventory of the assets and the liabilities of the company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up.

The revenues of the company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations and the provisions constitute the net profit.

Five per cent (5%) of this net profit shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of participants.

Title VI.- Liquidation - Dissolution

Art. 15. In case of dissolution of the company the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not to be participants, designated by the meeting of participants at the majority defined by Article 142 of the Law of August 10th 1915 and of its modifying laws.

The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

Title VII.- Varia

Art. 16. The parties refer to the existing regulations for all matters not mentioned in the present statutes.

Subscription and payment

All the shares have been subscribed by BRIDGEPOINT CAPITAL (NOMINEES) LIMITED, prenamed.

All the shares have been fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred (12,500.-) euro is at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

Transitory provision

The first financial year shall begin today and finish on December 31, 2005.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about two thousand and fifty (2,050.-) euro.

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the sole member, representing the entirety of the subscribed capital has passed the following resolutions:

1) Are appointed managers of the Company for an indefinite period:

a) HALSEY, S.à r.l., R.C. B Number 50.984, a company with its registered office at 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg,

b) Miss Kristel Segers, company director, born in Turnhout, Belgium, on October 8, 1959, residing at 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg,

c) Mr David Harvey, company director, born on April 30, 1947, in London, with professional address at 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

The Company is validly bound in any circumstances by the joint signature of two managers.

2) The Company shall have its registered office at 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

In faith of which We, the undersigned notary, have set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated into the language of the proxy holder of the appearing party, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-trois mai.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

BRIDGEPOINT CAPITAL (NOMINEES) LIMITED, avec siège social au 101, Finsbury Pavement, Londres EC2A 1EJ, immatriculée au registre des sociétés d'Angleterre sous le numéro 3.220.373,

ici représentée par Monsieur Eddy Perrier, employé privé, demeurant à 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Londres, le 20 mai 2005.

Laquelle procuration après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a déclaré vouloir constituer une société à responsabilité limitée unipersonnelle dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}.- Objet - Dénomination - Siège social - Duré

Art. 1^{er}. Il est formé par le présent acte une société à responsabilité limitée unipersonnelle qui sera régie par les lois actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, par celle du 18 septembre 1933, sur les sociétés à responsabilité limitée, telle que modifiée par celle du 28 décembre 1992 sur les sociétés unipersonnelles à responsabilité limitée ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La dénomination de la société sera EUROPEAN PERFUME SHOPS, S.à r.l.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Le siège social peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision des associés.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées.

La société peut emprunter sous toutes les formes.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, mobilières ou immobilières commerciales et industrielles quelle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. La faillite, la banqueroute ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Titre II.- Capital - Parts

Art. 7. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), divisé en cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent euros (100,- EUR) chacune.

Art. 8. La société pourra, sous les conditions et dans les limites prévues par la loi, acquérir ses propres parts. Un tel rachat sera soumis aux conditions suivantes:

- tout rachat de parts fait par la société pourra uniquement être réalisé avec les profits mis en réserve et les réserves libres de la société.
- les parts rachetées seront annulées immédiatement et le capital sera réduit en conséquence, conformément aux prescriptions légales.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles par l'unique associé, aussi longtemps qu'il y a uniquement un seul associé.

S'il y a plus d'un associé, les parts sont librement cessibles entre les associés. Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée que moyennant l'agrément préalable donné en assemblée générale par des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Art. 10. Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants droit et créancier d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés si les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III.- Administration

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants qui disposent des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la société, à l'exception de ceux qui sont réservés par la loi à l'assemblée générale.

Le(s) gérant(s) représentent la société à l'égard des tiers et tout litige dans lequel la société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la société par le(s) gérant(s).

Ils sont nommés par l'assemblée générale des associés pour une durée illimitée. Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués pour des affaires déterminées à un ou plusieurs agents, associés ou non.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télécopieur ou télex un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par appel téléphonique ou tout autre moyen de communication similaire, au cours duquel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, et la participation à la réunion par de tels moyens vaut présence de la personne à cette réunion.

Titre IV.- Assemblée générale des associés

Art. 12. L'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés, en vertu de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toutes les décisions excédant le pouvoir du gérant/des gérants seront prises par l'associé unique. Les décisions de l'associé unique seront écrites et doivent être consignées sur un registre spécial.

S'il y a plus d'un associé, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative de la gérance. Aucune décision n'est valablement prise aussi longtemps qu'elle n'a pas été adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Titre V.- Année comptable - Profits - Réserves

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année au dernier jour de décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Les produits de la société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Titre VI.- Liquidation - Dissolution

Art. 15. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, à désigner par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses bis modificatives.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Titre VII.- Varia

Art. 16. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions des lois afférentes.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été toutes souscrites par BRIDGEPOINT CAPITAL (NOMINEES) LIMITED, préqualifiée.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents (12.500,-) euros est à la libre disposition de la Société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2005.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ deux mille cinquante (2.050,- EUR) euros.

Résolutions

Et à l'instant l'associé unique, représentant la totalité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés gérants de la Société pour une durée indéterminée:

a) HALSEY, S.à r.l., R. C. B numéro 50.984, une société avec siège social au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg,

b) Mademoiselle Kristel Segers, administrateur de sociétés, née à Turnhout, Belgique, le 8 octobre 1959, demeurant au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg,

c) Monsieur David Harvey, administrateur de sociétés, né le 30 avril 1947, à Londres, avec adresse professionnelle au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

La Société est valablement engagée par la signature conjointe de deux gérants.

2) Le siège social de la Société est établi au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante, les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: E. Perrier, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 25 mai 2005, vol. 148S, fol. 62, case 3. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mai 2005.

A. Schwachtgen.

(044496.3/230/247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2005.

MARVEL II S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 87.270.

In the year two thousand and five, on the twenty-fourth day of the month of May.

Before Maitre Henri Hellinckx, notary, residing in Mersch.

Was held an extraordinary general meeting of associates of MARVEL II S.A. (the «Company»), a société anonyme with registered office at 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 87.270, incorporated as a société anonyme by deed of Maitre Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg on 24th April 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial»), number 1097 of 17th July 2002. The articles of incorporation of the Company were amended several times and for the last time by deed of Maitre Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg on 20th May, 2005, not yet published in the Mémorial.

The meeting was presided by Mr. Manuel Frias, director of the Company, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mr. Pierre Stemper, director of the Company, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs. Pascale Mariotti, residing in Luxembourg.

The Board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the undersigned notary to record:

I. The shareholders present and represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxies, the board of the meeting and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, signed by the appearing parties will also remain attached to the present deed.

II. It appears from the attendance list that the shares representing the entire share capital of the Company are represented at the present meeting. All the present or represented shareholders declare to have full knowledge of the agenda and waive their rights to a prior notice period.

III. It appears from the above that the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate and resolve on the following agenda:

Agenda:

1. Approval of a mid-year balance sheet («Situazione patrimoniale ed economica infrannuale») as at May 24th, 2005.
2. Adoption of new corporate by-laws.
3. Resignation of all the Directors and appointment of Francesco Conte, Antonio Lino Sala and Giorgio Fantacchiotti as members of the new board of directors («Consiglio di Amministrazione»).
4. Appointment of a board of auditors («Collegio Sindacale») and determination of its remuneration.
5. Appointment of the person entrusted with the auditing of the Company («Soggetto al quale è demandato il controllo contabile») and determination of its remuneration.
6. Change of the nationality of the Company from Luxembourg to Italian and consequential transfer of the registered office from Luxembourg to Melzo, Italy.
7. Delegation of powers in order to carry out in Italy all and any formalities required to have the registered office transferred from Luxembourg to Italy.

After deliberation the meeting unanimously resolves as follows:

First resolution

The meeting resolved to approve the mid-year balance sheet («Situazione patrimoniale ed economica infrannuale») as at May 24th, 2005 as presented by the Chairman and attached hereto as «Exhibit A».

Second resolution

The meeting resolved to adopt new corporate by-laws drawn up according to Italian law to read as follows:

«STATUTO

Denominazione, sede, oggetto, durata e domicilio soci

Art. 1. Denominazione. E' costituita una Società per Azioni con la denominazione: MARVEL II S.p.A.

Art. 2. Sede. La Società ha sede legale in Melzo (MI).

L'organo amministrativo ha la facoltà di trasferire la sede della Società nel territorio nazionale, nonché di istituire, modificare e sopprimere, con le forme di volta in volta richieste, in Italia e all'estero, sedi secondarie, filiali, succursali, rappresentanze, agenzie e dipendenze di ogni genere, ai sensi del successivo art. 17.

Art. 3. Oggetto. La Società ha per oggetto lo svolgimento, nei confronti delle società controllate o partecipate, di funzioni di indirizzo strategico emanando, nell'esercizio dell'attività di direzione e coordinamento, disposizioni affinché l'attività da esse svolta sia condotta nell'interesse della stabilità e dello sviluppo del gruppo, nonché lo svolgimento di tutte le attività finalizzate alla ottimizzazione, razionalizzazione e sviluppo delle risorse umane, organizzative e finanziarie presenti nelle stesse società controllate o partecipate.

Nel perseguimento degli scopi sociali come sopra indicati, la Società potrà svolgere tutti i servizi e le attività ritenuti necessari, o utili nonché ogni altra attività connessa o strumentale rispetto all'attività propria o a quella delle società controllate o partecipate. A titolo esemplificativo e non esaustivo, la Società potrà provvedere alla prestazione di servizi di consulenza e assistenza, al coordinamento amministrativo-finanziario, alla prestazione di assistenza legale, alla gestione della tesoreria, alla fornitura di altri servizi in aree di specifico interesse aziendale.

La Società potrà inoltre compiere tutte le altre operazioni industriali, commerciali, finanziarie (sempre non nei confronti del pubblico), mobiliari ed immobiliari necessarie od utili per il conseguimento dell'oggetto sociale (compreso il rilascio di garanzie personali o reali anche nell'interesse di terzi e l'assunzione di mutui e finanziamenti anche ipotecari), con tassativa esclusione delle operazioni di sollecitazione del pubblico risparmio, dell'attività fiduciaria, della raccolta del risparmio tra il pubblico, delle attività riservate alle SIM e di ogni altra attività riservata per legge, e quant'altro collegato all'oggetto sociale o che consenta una migliore utilizzazione delle strutture e/o risorse proprie e delle società controllate o partecipate.

Art. 4. Durata. La durata della Società è fissata al 31 dicembre 2050, salvo proroga.

Ai soci che non hanno concorso all'approvazione della deliberazione riguardante la proroga del termine non è comunque consentito recedere dalla Società.

Art. 5. Domicilio dei soci Il domicilio, numero di fax, indirizzo di posta elettronica o altri recapiti dei soci, per quanto attiene ai loro rapporti con la Società, si intende, a tutti gli effetti di legge, quello risultante dal libro soci.

Capitale

Art. 6. Capitale. Il capitale sociale è di EUR 10.819.540,- (dieci milioni otto cento diciannove mila cinque cento quaranto) diviso in n. 1.081.954 (un milione ottantun mila nove cento cinquanta quattro) azioni ordinarie da nominali EUR 10,- (dieci) ciascuna.

Le azioni possono essere solo nominative. Ogni azione è indivisibile.

Il capitale può essere aumentato anche con conferimenti in natura o crediti, nei limiti consentiti dalla legge, ed anche con emissione di azioni privilegiate od aventi diritti diversi da quelle ordinarie.

La Società ha la facoltà di raccogliere presso i propri soci i fondi necessari, per il conseguimento dell'oggetto sociale, con le modalità ed in ottemperanza a quanto disposto dal D. Lgs. 1 settembre 1993 n. 385 e successive integrazioni e modificazioni e di ogni altra applicabile disposizione di legge.

Diritto di recesso

Art. 7. Diritto di recesso. Fatto salvo quanto previsto dal precedente art. 4, i soci hanno diritto di recedere nei casi e con gli effetti previsti dalla legge.

Assemblea dei soci

Art. 8. Assemblea. L'assemblea, regolarmente costituita, rappresenta l'universalità dei soci e le sue deliberazioni, prese in conformità alla legge ed al presente Statuto, vincolano tutti i soci, ancorché non intervenuti o dissenzienti.

L'assemblea è ordinaria o straordinaria ai sensi di legge.

Art. 9. Convocazione dell'assemblea. L'assemblea è convocata almeno una volta all'anno entro 120 giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero, nei casi previsti dall'art. 2364, secondo comma, del Codice Civile, entro 180 giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

L'assemblea viene convocata con lettera raccomandata con ricevuta di ritorno da inviarsi ai soci almeno 8 (otto) giorni prima dell'adunanza, oppure mediante telefax o messaggio di posta elettronica trasmessi ai soci almeno 8 (otto) giorni prima dell'adunanza al numero di telefax o all'indirizzo di posta elettronica che saranno iscritti nel libro soci a richiesta dei soci medesimi.

In alternativa o promiscuamente alle modalità di cui sopra, l'avviso di convocazione potrà essere pubblicato nella Gazzetta Ufficiale della Repubblica, nei termini di legge.

L'avviso deve contenere l'indicazione del giorno, dell'ora e del luogo dell'adunanza (ed eventualmente degli altri luoghi ad esso collegati in audio e/o video conferenza), nonché l'elenco delle materie da trattare e potrà contenere anche la data dell'eventuale seconda e/o terza convocazione.

Le assemblee, tanto ordinarie che straordinarie, possono essere convocate anche fuori dalla sede sociale.

Pur in mancanza di formale convocazione, l'assemblea è validamente costituita in presenza dei requisiti richiesti dalla legge.

Art. 10. Intervento in assemblea. Hanno diritto ad intervenire all'assemblea tutti i soci che risultino iscritti nel libro soci. Ogni azionista può farsi rappresentare mediante delega scritta nei limiti e con le forme consentite dalla legge.

L'assemblea, sia ordinaria che straordinaria, può svolgersi con intervenuti dislocati in più luoghi audio e/o video collegati, a condizione che:

(i) sia consentito al Presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

(ii) sia consentito al verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

(iii) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno;

(iv) vengano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria) i luoghi audio e/o video collegati a cura della Società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente e il verbalizzante.

Per quanto non diversamente disposto, l'intervento e il voto sono regolati dalla legge.

Art. 11. Presidenza dell'assemblea. La presidenza dell'assemblea spetta al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico, se nominato, ovvero, in caso di assenza od impedimento di questi ultimi, nonché qualora l'assemblea si svolga con intervenuti dislocati in più luoghi audio e/o video collegati ed il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico non siano in condizione di svolgere i compiti a loro affidati, alla persona che sarà designata a maggioranza dei voti dei soci presenti.

Il Presidente dell'assemblea, anche a mezzo di appositi incaricati, verifica la regolarità della costituzione, accerta l'identità e la legittimazione dei presenti nonché la validità delle deleghe, regola il suo svolgimento, stabilendo le modalità di discussione e di votazione (non a schede segrete), ed accerta i risultati delle votazioni.

Il Presidente è assistito da un segretario designato dall'assemblea anche tra i non soci.

Art. 12. Costituzione delle assemblee e validità delle deliberazioni. Alle assemblee ordinarie e straordinarie si applicano le norme di legge, sia per quanto riguarda la regolare costituzione delle stesse, sia per quanto riguarda la validità delle deliberazioni da assumere.

Ogni socio ha diritto ad un voto per ogni azione posseduta avente diritto di voto.

Art. 13. Verbalizzazioni. In caso di assemblea straordinaria ed in ogni caso quando il Presidente dell'assemblea lo richieda, il verbale dell'assemblea verrà redatto da un Notaio.

Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal Presidente e dal segretario o dal Notaio.

Amministrazione

Art. 14. Struttura di Amministrazione e Controllo. Ai sensi dell'art. 2380 del Codice Civile, la Società ha la struttura di amministrazione e controllo regolata dai paragrafi 2, 3, 4 della Sezione VI-bis, Capo V, Titolo V, Libro V del Codice Civile.

Art. 15. Consiglio di Amministrazione / Amministratore Unico. La Società è amministrata, secondo quanto di volta in volta stabilito dall'assemblea, da un Amministratore Unico o da un Consiglio di Amministrazione composto da un numero minimo di 3 (tre) ad un numero massimo di 11 (undici) membri, i quali durano in carica per il periodo stabilito all'atto della nomina, comunque non superiore a 3 (tre) esercizi, e scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica. Gli amministratori sono rieleggibili.

Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori si provvede alla loro sostituzione secondo le norme di legge.

Qualora per qualsiasi causa venga a cessare almeno la metà degli amministratori nominati dall'assemblea, l'intero Consiglio si intende decaduto, con effetto dalla data della sua ricostituzione, e deve essere convocata d'urgenza, dagli amministratori rimasti in carica, l'assemblea per la nomina di tutti gli amministratori.

Ai membri del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico spetta un compenso stabilito dall'assemblea, che rimarrà invariato fino a nuova deliberazione. Ai membri del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico compete inoltre il rimborso delle spese sostenute in ragione del loro ufficio.

Art. 16. Riunioni. Il Consiglio di Amministrazione è convocato presso la sede sociale o altrove, dal Presidente o dall'Amministratore Delegato, ove nominato.

La convocazione si effettua mediante avviso contenente l'indicazione del giorno, dell'ora e del luogo della riunione (ed eventualmente degli altri luoghi ad esso collegati in audio e/o video conferenza) così come del relativo ordine del giorno, da inviarsi mediante lettera raccomandata, telegramma, messaggio telefax o messaggio di posta elettronica almeno 5 (cinque) giorni prima di quello fissato per l'adunanza ovvero, nei casi di urgenza, almeno 24 (ventiquattro) ore prima di quello fissato per l'adunanza.

Le adunanze del Consiglio di Amministrazione e le sue deliberazioni sono valide anche senza formale convocazione quando intervengano tutti i consiglieri e i sindaci effettivi in carica.

Le riunioni del Consiglio di Amministrazione sono presiedute dal Presidente o, in sua assenza o impedimento, dall'Amministratore Delegato, ove nominato, ovvero, in mancanza anche di questi, nonché qualora l'adunanza si svolga in più luoghi audio e/o video collegati e il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Delegato non siano in condizione di svolgere i compiti a loro affidati, dal consigliere designato dal Consiglio stesso.

Chi presiede designa di volta in volta un segretario, anche tra persone estranee al Consiglio.

Per la validità delle deliberazioni del Consiglio di Amministrazione è necessaria la presenza della maggioranza degli amministratori in carica. Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione sono prese a maggioranza assoluta dei presenti.

Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione devono risultare da verbali che, trascritti su apposito libro tenuto a norma di legge, sono firmati da chi presiede e dal segretario.

Le riunioni del Consiglio di Amministrazione possono svolgersi anche in più luoghi, audio e/o video collegati, a condizione che:

(i) siano presenti nello stesso luogo chi presiede ed il segretario della riunione, che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;

(ii) sia consentito a chi presiede di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;

(iii) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;

(iv) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Art. 17. Poteri. All'Amministratore Unico od al Consiglio di Amministrazione spettano i più ampi poteri per l'amministrazione ordinaria e straordinaria della Società. Essi possono quindi compiere tutti gli atti, anche di disposizione, ritenuti opportuni per il conseguimento dell'oggetto sociale, con la sola esclusione di quelli che la legge riserva espressamente all'assemblea.

Sono altresì attribuite all'organo amministrativo, a norma dell'art. 2365 del Codice Civile, le seguenti competenze:

(i) le deliberazioni concernenti la fusione nei casi previsti dagli artt. 2505 e 2505-bis del Codice Civile, anche quale richiamato, per la scissione, dall'art 2506-ter del Codice civile;

(ii) l'istituzione e la soppressione di sedi secondarie;

(iii) l'indicazione di quali tra gli amministratori hanno la rappresentanza della Società;

(iv) la riduzione del capitale sociale conseguente all'esercizio del diritto di recesso da parte dei soci;

(v) gli adeguamenti dello Statuto a disposizioni normative;

(vi) il trasferimento della sede sociale nel territorio nazionale.

Art. 18. Presidente ed Amministratori Delegati. Il Consiglio di Amministrazione elegge tra i propri membri un Presidente, se questi non è stato nominato dall'assemblea.

Il Presidente convoca il Consiglio di Amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché adeguate informazioni sulle materie iscritte all'ordine del giorno vengano fornite a tutti i consiglieri.

Il Consiglio di Amministrazione può delegare le proprie attribuzioni a singoli amministratori o ad un comitato esecutivo, determinando il contenuto, i limiti e le eventuali modalità di esercizio della delega e fissandone i compensi, sentito il Collegio Sindacale, nei limiti eventualmente stabiliti dall'assemblea.

L'organo amministrativo potrà altresì nominare direttori generali, direttori e procuratori per singoli atti o categorie di atti, in conformità alle disposizioni di legge, stabilendone i poteri e determinandone, se del caso, i compensi.

Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'art. 2381 del Codice Civile e quelle non delegabili ai sensi delle altre leggi vigenti.

Gli organi delegati riferiscono al Consiglio di Amministrazione e al Collegio Sindacale, almeno ogni sei mesi, sul generale andamento della gestione e sulla sua prevedibile evoluzione nonché sulle operazioni di maggior rilievo, per le loro dimensioni e caratteristiche, effettuate dalla Società e dalle sue controllate.

La carica di Presidente è cumulabile con quella di Amministratore Delegato.

Art. 19. Poteri di rappresentanza. La rappresentanza della Società di fronte ai terzi ed in giudizio spetta all'Amministratore Unico o al Presidente del Consiglio di Amministrazione.

Spetta pure agli Amministratori Delegati, ove nominati, nell'ambito e nei limiti delle proprie attribuzioni.

La rappresentanza legale della Società spetta altresì, nell'ambito delle rispettive attribuzioni, ai direttori, anche generali, ed ai procuratori.

Le persone cui sia stata delegata la rappresentanza della Società potranno nominare procuratori speciali per singoli atti o categorie di atti, anche tra persone estranee alla Società.

Collegio Sindacale

Art. 20. Composizione, competenze e retribuzione. L'assemblea nomina il Collegio Sindacale, composto da 3 (tre) membri effettivi e 2 (due) supplenti, rieleggibili, determinandone la retribuzione.

I sindaci durano in carica tre (3) esercizi e sono rieleggibili. Essi scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica.

Fermo restando quanto previsto dal successivo art. 21, il Collegio Sindacale vigila sull'osservanza della legge e dello Statuto, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo, amministrativo e contabile adottato dalla Società e sul suo concreto funzionamento.

Le altre attribuzioni ed i doveri sono quelli stabiliti dalla legge.

Le riunioni del Collegio Sindacale possono svolgersi anche in più luoghi, audio e/o video collegati, a condizione che:

(i) siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il segretario della riunione, se nominato, che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;

(ii) sia consentito al Presidente di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;

(iii) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;

(iv) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Controllo contabile

Art. 21. Attribuzione del controllo contabile. Salvo che l'assemblea, qualora sia consentito dalla legge, non attribuisca al Collegio Sindacale anche la funzione del controllo contabile, ai sensi dell'art. 2409-bis del Codice Civile, tale controllo è svolto da un revisore contabile o da una società di revisione iscritti nel registro istituito presso il Ministero della giustizia.

Il revisore o la società incaricata del controllo contabile, anche mediante scambi di informazioni con il Collegio Sindacale:

(i) verifica, nel corso dell'esercizio sociale, con periodicità almeno trimestrale, la regolare tenuta della contabilità sociale e la corretta rilevazione nelle scritture contabili dei fatti di gestione;

(ii) verifica se il bilancio di esercizio e, ove redatto, il bilancio consolidato corrispondono alle risultanze delle scritture contabili e degli accertamenti eseguiti e se sono conformi alle norme che li disciplinano;

(iii) esprime con apposita relazione un giudizio sul bilancio di esercizio e sul bilancio consolidato, ove redatto.

L'attività di controllo contabile è annotata in un apposito libro conservato presso la sede sociale.

L'incarico del controllo contabile è conferito dall'assemblea, sentito il Collegio Sindacale, la quale determina il corrispettivo per tutta la durata dell'incarico, che non può eccedere i 3 (tre) esercizi sociali.

Il revisore o la società di revisione cessano il proprio ufficio con l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica e sono rieleggibili.

Il revisore o la società di revisione, per tutta la durata del loro mandato, non debbono trovarsi in una delle situazioni previste dall'art. 2409-quinquies del Codice Civile. In caso contrario essi sono ineleggibili o decadono di diritto. In caso di decadenza, l'organo amministrativo è tenuto a convocare d'urgenza l'assemblea per la nomina di un nuovo revisore o società di revisione.

Bilancio ed utili

Art. 22. Esercizio sociale - Bilancio. L'esercizio sociale si chiude il 31 (trentuno) dicembre di ogni anno.

Alla fine di ogni esercizio l'organo amministrativo provvede, in conformità alle prescrizioni di legge, a redigere il bilancio di esercizio, corredandolo con tutta la documentazione richiesta dalla legge.

Art. 23. Ripartizione degli utili. L'utile netto di bilancio è ripartito come segue:

(i) il 5% (cinque per cento) è destinato alla riserva legale, fino a che essa non abbia raggiunto il limite di legge;

(ii) il rimanente verrà ripartito tra gli azionisti, salvo diversa delibera assembleare.

Il diritto ai dividendi non riscossi entro il quinquennio dal giorno in cui sono diventati esigibili, si prescrive a favore della Società.

Disposizioni generali

Art. 24. Scioglimento e liquidazione. In caso di scioglimento della Società, l'assemblea determina le modalità della liquidazione e nomina uno o più liquidatori, fissandone poteri e compensi.

Art. 25. Rinvio. Per tutto quanto non specificatamente previsto nel presente Statuto, trovano applicazione le norme del Codice Civile e le altre leggi vigenti in materia.

English translation as follows:

«BY- LAWS

Corporate name, registered office, corporate purpose, duration and shareholders' domicile

Art. 1. Corporate name. It is incorporated a share company with the corporate name of: MARVEL II S.P.A.

Art. 2. Registered Office. The Registered Office of the Company is in Melzo (Milan).

The Administrative Organ has the faculty to transfer the Registered Office of the Company within the national territory and, in compliance with the formalities from time to time in force, to establish, eliminate or modify both in Italy and abroad, secondary seats, branches, branch houses, agencies, representative offices, agencies and local units of any kind according to the provisions of article 17 herebelow.

Art. 3. Corporate purpose. The Corporate purpose of the Company is the performance, in favour of its controlled or participated Companies, of activities of strategic direction issuing, in performing said activity of direction and coordination, adequate instructions in order to ascertain that their operations are carried out in the interest of the stability and of the development of the Group and developing any activity with the purpose to optimize, rationalize and develop the human, organizative and financial resources existing in said controlled or participated Companies.

The Company, in attaining the above mentioned corporate purpose, shall be able to perform all the services and the activities deemed necessary or useful and any other activity connected or instrumental with respect to its own activity or to those of its controlled or participated Companies.

As an example, but not limitedly, the Company will be able to supply services of advice and assistance, of financial and administrative coordination, of legal assistance, of treasury management and also to supply other services in specific areas of interest of the Company.

The Company moreover may carry out any other industrial, commercial, financial (provided that this financial activity is not carried out with the Public) operations and any movable properties and real estate transaction deemed necessary or useful for the attainment of the Company's purpose (therein included the grant of guarantees either personal or collateral also on third parties' account and the underwriting of loans and financings guaranteed by mortgages) with the strict exclusion of any operation of soliciting the public savings, of trustee's activities, of collection of money from the public of the activities reserved by the laws to the Financial Intermediation Companies (S.I.M.) and with the exclusion of any other activity which is reserved by the laws. Finally the Company will be able to carry out any other activity connected to the Company' purpose or which may allow a better utilization of its own or of its controlled or participated Companies' structures and/resources.

Art. 4. Duration. Unless extended, the duration of the Company shall be until December 31st, 2050.

In any case the Shareholders which have not concurred to the approval of the resolution concerning the extension of the duration will not have the right to withdraw from the Company.

Art. 5. Domicile of the Shareholders. For all legal purposes, the domicile of the Shareholders, their fax no., email address or other addresses for their relationships with the Company will be those recorded in the Company's Shareholders' Book.

Capital stock

Art. 6. Capital stock. The capital stock is of Euro 10,819,540.- (ten million eight hundred and nineteen thousand five hundred and forty) divided into 1,081,954 (one million eighty-one thousand nine hundred and fifty-four) ordinary shares having a nominal value of Euro 10.- (ten) each.

The shares can only be registered.

Each share is indivisible.

The capital stock can be increased also with contributions in kind or assignment of credits within the limits foreseen by the laws and also with the issue of privileged shares or of shares having rights different from those of the ordinary shares.

The Company has the faculty to collect from its Shareholders the funds necessary to the attainment of the Company's purpose in compliance with the provisions of the Legislative Decree no. 385, dated September 1st, 1993 and its subsequent integrations and amendments as well as in compliance with any other provision of Law.

Right of withdrawal

Art. 7. Right of withdrawal from the Company. Except for what foreseen by the preceding article 4, the Shareholders are entitled to withdraw from the Company under the circumstances and in compliances with the existing provisions of law.

Shareholders' Meeting

Art. 8. Shareholders' Meeting. Whenever is regularly convened and constituted the Shareholders' Meeting represents the totality of the Shareholders and its resolutions, if taken in compliance with the provisions of the laws and of the present By-laws are binding for all the Shareholders even if they are not attending the Meeting or if they are in disagreement with the resolutions taken.

The Shareholders' Meeting may be either ordinary or extraordinary according to the Laws.

Art. 9. Call of the Meeting. The Meeting is called at least once a year within 120 days following the closing of the accounting period or within 180 days following the closing of the accounting period under the circumstances foreseen by the second paragraph of article 2364 of the Civil Code.

Provided that the Company is not listed in the Stock Exchange, the Shareholders' Meeting is called by means of registered letter with return receipt which will have to be received or by the Shareholders at least 8 (eight) days before the date of the Meeting or by fax or email dispatched to the Shareholders at least 8 (eight) days before the date of the Meeting to the fax number or to the email address which has been recorded in the Shareholders' Book upon request of the Shareholders.

Alternatively or in combination with the above, the notice of call will be published on the Official Gazette in accordance with the law.

The notice of call will have to indicate the day, the time, the place of the Meeting (and, whenever necessary, the other places connected to it by means of audio and/ video conference), the list of the items to be discussed and the date of the possible second and/or third call.

The Shareholders' Meetings, both ordinary and extraordinary, can be convened also in a place outside the Registered Office of the Company, as long as it is in Italy, or in any other Country Member of the European Union or in Switzerland.

Even if the Meeting has not been formally called, the Meeting is regularly constituted and may validly resolve if the requirements of the laws are complied with.

Art. 10. Right to attend the Meeting. Shall be entitled to attend the Meeting the Shareholders which are registered in the Company's Shareholders' Book.

Each Shareholder can be represented in the Meeting by means of a written proxy in accordance and within the limits foreseen by the laws.

The Shareholders' Meeting, either ordinary or extraordinary, can be held with the attendance of persons located in different places and audio or video connected subject to the condition that:

(i) the Chairman of the Meeting is in the condition to certify the identity and the legitimation of the attending persons, to regulate the carrying out of the Meeting and to certify and to declare the results of the votations;

(ii) the person who is recording the minutes is in the condition to adequately perceive the matters in the Agenda to be recorded;

(iii) the attending persons are allowed to take part to the discussion and to simultaneously vote on the items in the Agenda;

(iv) in the notice of call are indicated (unless it is a plenary Meeting) the audio/video place connected by the Company where the attending persons may convene since the Meeting will be deemed to be held in the place where the Chairman and the person recording the minutes are present.

Unless otherwise provided for, the attendance to the Meeting and the voting will be governed by the existing laws.

Art. 11. Chair of the Meeting. The Meeting is chaired by the Chairman of the Board of Directors or, whenever appointed, by the Sole Director or, in case of their absence or impossibility to attend or in case the Meeting is held with the attendance of persons located in different places audio and/or video connected and the Chairman of the Board of Directors or Sole Director are not in the condition to perform their function, the Meeting will be chaired by the person which will be appointed by the majority of the attending Shareholders.

The Chairman of the Meeting, even with the assistance of collaborators, shall verify the regularity of the constitution of the Meeting, the identity and the legitimation to intervene of the persons attending the Meeting, the regularity of the proxies and shall regulate the course of the meeting establishing the modalities of the discussion and of votation (with the exclusion of the secret ballot) and ascertain the results of the votations.

The Chairman shall be assisted by a Secretary, which may not be a Shareholder, appointed by the Meeting.

Art. 12. Constitution of the Meeting and validity of its resolutions. Both the Ordinary and the Extraordinary Shareholders' Meeting, their regular constitution and the validity of their resolutions shall be governed by the provisions of law.

Each Shareholder has the right to one vote for each owned share with voting right.

Art. 13. Recordation. In case of Extraordinary Shareholders' Meeting or whenever it has been requested by the Chairman of the Meeting, the minutes shall be drafted by a Public Notary.

The resolutions of the Shareholders' Meeting will have to be recorded in the minutes signed by the Chairman and the Secretary or by the Public Notary.

Management

Art. 14. Structure of the Management and of the Control. According to article 2380 of the Civil Code, the Management's and Control's structure of the Company is governed the paragraph 2, 3 and 4 of the Section VI-bis of the Chapter V of the Title V of the book V of the Civil Code.

Art. 15. Board of Directors / Sole Director. In accordance with the resolution from time to time taken by the Shareholders' Meeting, the Company will be managed by a Sole Director or by a Board of Directors formed by a minimum of 3 (three) up to a maximum of 11 (eleven) Members which will remain in charge for the period of time determined at the moment of their appointment and in any case for a period not exceeding three years and they will expire on the date of the Shareholders' Meeting called for the approval of the Financial Statements related to the last accounting period of their charge. The Directors may be re-appointed.

In case of termination of one or more Directors during the accounting period it will be provided in compliance with the laws.

In case of termination, for any reason, of the half of the Directors appointed by the Shareholders' Meeting the entire Board of Directors will expire with effect from the date of the appointment of the new Board of Directors and to this purpose the Shareholders' Meeting will have to be urgently called for the appointment of all the Directors.

The Members of the Board of Directors and the Sole Director may be entitled to receive compensation and, should it be the case, it will be determined by the Shareholders' Meeting and will remain unchanged until a new resolution is taken.

The Members of the Board of Directors and the Sole Director shall moreover have the right to receive the reimbursement of the expenses borne in performing their functions.

Art. 16. Board of Directors' Meetings. The Board of Directors Meetings are called by Chairman or, if appointed, by the Managing Director, at the Registered Office of the Company or elsewhere.

The call is made with a notice containing the indication of the day, of the place and time of the Meeting, of the Agenda (and the indication of the other places audio and/video connected) to be dispatched by means of registered letter, telegram telefax or email message at least 5 (five) days before the date of the Meeting or at least 24 (twenty four) hours before the date of the Meeting in case of urgency.

Even if the Board of Directors Meeting has not been formally called its resolutions will be valid with the attendance of all the Directors and all the effective Members of the Board of the Statutory Auditors.

The Meeting will be chaired by the Chairman and, in case of his absence or hindrance, by the Managing Director, if appointed, or in case of also his absence or in case the Meeting is held in different places audio and/or video connected and the Chairman of the Board of Directors or Managing Director are not in the condition to perform their functions, the Meeting will be chaired by the person which will be appointed by the Board.

The Chairman appoints a Secretary which may not be a Member of the Board of Directors.

For the validity of the resolutions of the Board of Directors it will be necessary the presence of the majority of the Directors in charge.

The resolutions of the Board of Directors are taken with the favourable vote of the absolute majority of the attending Directors.

The resolutions of the Board of Directors must be recorded in the minutes of the Meeting which will have to be reported on the Board of Directors' Meetings Book to be kept in compliance with the laws and signed by the Chairman and by the Secretary.

The Meetings of the Board of Directors can be held also in different places audio or video connected subject to the condition that:

(i) the Chairman of the Meeting and the person which will record and sign the minutes are both present in the same place since the Meeting will be deemed to be held in such place;

(ii) the Chairman of the Meeting is in the condition to certify the identity and the legitimation of the attending persons, to regulate the carrying out of the Meeting and to certify and to declare the results of the votations;

(iii) the person who is drafting the minutes of the Meeting is in the condition to perceive the matters in the Agenda to be recorded;

(iv) the attending persons are allowed to take part to the discussion and to simultaneously vote on the items in the Agenda and to examine, receive or forward documents;

Art. 17. Powers. The Board of Directors and, if appointed, the Managing Director are alternatively vested with the widest powers for the ordinary and extraordinary management of the Company and with the only exception of what is specifically reserved to the Shareholders Meeting by the law, they will be able to carry out any operation, therein included any act of disposal, which will be deemed appropriate for the achievement of the Company's purpose.

According to article 2365 of the Civil Code are also reserved to the Board of Directors the resolutions concerning:

(i) the merger under the circumstances foreseen by article 2505 and 2505 /bis of the Civil Code as recalled, as far as the demergers are concerned, by article 2506/ ter of the Civil Code;

(ii) the establishment or elimination of secondary seats;

(iii) the designation of the Directors which are vested with the legal representation of the Company;

(iv) the reduction of the capital stock following the exercise of the right to withdraw from the Company by the Shareholders;

(v) the updating of the Company's By-laws to the new provisions of law;

(vi) the transfer of the Company's Registered Office within the national territory.

Art. 18. Chairman and Managing Directors. Unless already appointed by the Shareholders' Meeting, the Board of Directors appoints a Chairman chosen amongst its Members.

The Chairman calls the Meetings of the Board and determines its Agenda, he regulates the works and provides that all the Directors are supplied with adequate information on the items in the Agenda.

The Board of Directors may delegate its function to one single Member or to an Executive Committee determining the content, the limits and the modalities of its exercise also determining, having heard the advice of the Board of Statutory Auditors, their compensation within the limits fixed by the Shareholders' Meeting.

The Board of Directors may also appoint general managers, managers and proxies for special affairs or for categories of affairs, in compliance with the laws, determining their powers and if necessary, their compensations.

The functions foreseen by article 2381 of the Civil Code and those whose delegation is expressly forbidden by other provisions of law can not be delegated.

The delegated Organs shall have to report to the Board of Directors and to the Board of the Statutory Auditors at least every six months on the general trend of the management, on its foreseeable evolution and on the main operations for their characteristics and importance which have been performed by the Company and by its Controlled Companies.

The charges of Chairman and of Managing Director are accumulable.

Art. 19. Powers of Representation. The Company is represented before third parties and before the Courts either by the Sole Director or by the Chairman of the Board of Directors.

The power of representation is also reserved to the Managing Directors, if appointed, within the limits of their mandate.

The legal representation of the Company is also reserved, within the limits of their mandate, to the Managers, even if General Managers, and to the proxies.

The persons with the legal representation of the Company may appoint special proxies, even if external to the Company, for special affairs or for categories of affairs.

Board of the statutory auditors

Art. 20. Composition, functions ad compensation. The Shareholders' Meeting appoints the Board of the Statutory Auditors which is formed by 3 (three) members in charge and by (2) two alternates, determining their fees.

The Statutory Auditors remain in charge for 3 (three) years and can be reappointed.

They expire on the date of the Shareholders' meeting called for the approval of the Financial Statements related to the last year of their appointment.

Saved the provisions of article 21 herebelow, the Board of the Statutory Auditors controls the compliance with the Laws, with the provisions of the Company's By-Laws and with the principles of correct administration. More particularly the Board of the Statutory Auditors verifies the adequacy of the organizative, administrative and accounting structure of the Company ascertaining its real efficiency.

All the other functions of the Board of the Statutory Auditors are governed by the laws.

The Meetings of the Board of Statutory Auditors can be held also in different places audio or video connected subject to the condition that:

- (i) the Chairman and the Secretary of the Meeting (if appointed) which will draft and sign the minutes of the meeting are both present in the same place since the meeting will be deemed to be held in such place;
- (ii) the Chairman is in the condition to certify the identity and the legitimation of the attending persons, to regulate the carrying out of the Meeting and to certify and to declare the results of the votations;
- (iii) the person who is drafting the minutes of the meeting is in the condition to perceive the matters in the Agenda to be recorded;
- (iv) the attending persons are allowed to take part to the discussion and to simultaneously vote on the items in the Agenda and to examine, receive or forward documents.

Accounting audit

Art. 21. Appointment of the Accounting Auditor. If permitted to the law and unless the Shareholders' Meeting has resolved to delegate the accounting audit to the Board of Statutory Auditors, according to article 2409/bis of the Civil Code, the accounting audit shall be performed by an Auditor or by an Audit Company registered in the Special Register kept by the Ministry of Justice.

The Auditor or the Audit Company in charge of the accounting audit, also with an exchange of information with the Board of Statutory Auditors, shall have to:

- (i) verify at least quarterly during the accounting period, the regular keeping of the Company's accounting and the correct reporting on the accounting books of the management's activities;
- (ii) verify if the Financial Statements and the Consolidated Financial Statements, (if drafted) correspond both to the accounting results and to the controls performed as well as if they comply with the related provisions of law;
- (iii) couch in a special report its opinion on the Financial Statements and, if drafted, on the Consolidated Financial Statements.

The activities on the accounting audit shall be recorded on a particular book kept at the Company' seat.

The Shareholders' Meeting grants, having heard the advice of the Board of Statutory Auditors, the mandate of the accounting audit and determines the amount of the fees for the all the duration of the appointment which can not exceed 3 (three) accounting periods.

The Auditor or the Audit Company expires on the date of the Shareholders' meeting called for the approval of the Financial Statements related to the last year of their appointment.

For the all duration of the appointment the Auditor or the Audit Company must not be in any of the situations foreseen by article 2409/quinquies of the Civil Code and, on the contrary, they can not be appointed or they expire by right.

In case of expiry the Administrative Organ shall have to timely call the Shareholders' Meeting for the appointment of a new Auditor or Audit Company.

Financial statements and dividends

Art. 22. Accounting period. The accounting period of the Company closes on December 31st ((thirty first) of each year.

At the closing of each accounting period the Administrative Organ of the Company shall prepare, in compliance with the laws, the Financial Statements comprehensive of all the documentation required by the law.

Art. 23. Distribution of the dividends. The net dividends resulting from the Financial Statements shall be distributed as follows:

- (i) the 5% (five per cent) to be destined to the legal reserve until it has not reached the limit foreseen by the law;
- (ii) the remnant will be distributed to the Shareholders unless the Shareholders' meeting resolves on a different destination.

The right to the dividends which are not collected within 5 (five) years from the date in which they became payable will be prescribed in favour of the Company.

General provisions

Art. 24. Dissolution and winding up. In case of dissolution of the Company the Shareholders' Meeting will determine the modalities of the winding up, will appoint one or more liquidators determining their powers and compensations.

Art. 25. Reference to the provisions of the laws. The provisions of the Civil Code and of all the other applicable laws will apply to any matter not expressly foreseen by the present By-laws.

Third resolution

The meeting resolved to approve the resignation of all the Directors of the Company and to appoint a new board of directors («Consiglio di Amministrazione») consisting of 3 members.

The meeting resolved to appoint the following persons as members of the new board of directors:

Mr. Francesco Conte, manager, born on October 7th 1963 in Genova and residing in Milan, Via dei Piatti, 2, Italian citizen - appointed President of the board of directors («Presidente del Consiglio di Amministrazione»);

Mr. Giorgio Fantacchiotti, lawyer, born on May 12th 1969 in Torino and residing in Milan, Via Legnano, 38, Italian citizen;

Mr. Antonio Lino Sala, manager, born on December 8th 1960 in Milan and residing in Milan, Piazzale Principessa Clotilde n 4, Italian citizen.

The meeting resolved that the board of directors will be in office till the date of the general meeting of shareholders of the Company called in order to approve the balance sheet as at December 31st, 2007.

Fourth resolution

The meeting resolved to appoint a board of auditors («Collegio Sindacale»), consisting of the following persons:

- Mr. Enrico Cervellera, independent professional, born on February 27th 1941 in Milan and residing in Milan, Via Alberto da Giussano, 16, registered in the «Registro dei Revisori Contabili» by the D.M. dated April 12 th1995, gazetted on the Italian Official Gazette 4° serie speciale n° 1 bis on April 21st 1995, Italian citizen - President of the board of auditors («Presidente del Collegio Sindacale»);

- Mr. Alfredo Malguzzi, independent professional, born on August 31st 1962 in Lerici (SP) and residing in Milan, Via Paleocapa, 4, registered in the «Registro dei Revisori Contabili» by the D.M. dated April 12th 1995, gazetted on the Italian Official Gazette 4° serie speciale n° 31 bis on April 21st 1995, Italian citizen - regular auditor («Sindaco effettivo»);

- Mr. Marco Reboa, independent professional, born on April 21st 1955 in Milan and residing in Milan, via Medici, 9, registered in the «Registro dei Revisori Contabili» by the D.M. dated April 12th 1995, gazetted on the Italian Official Gazette 4° serie speciale n° 31 bis on April 21st 1995, Italian citizen - regular auditor («Sindaco effettivo»);

- Mr. Enrico Maria Cossa, independent professional, born on April 21st 1966 in Milan and residing in Milan, Via Sigieri, 11, registered in the «Registro dei Revisori Contabili» by the D.M. dated April 12th 1995, gazetted on the Italian Official Gazette 4° serie speciale n° 31 bis on April 21st 1995, Italian citizen - alternate auditor («Sindaco supplente»);

- Mr. Emilio Fano, independent professional, born on January 19th 1954 in Milan and residing in Milan, Viale Beatrice D'este, 21, registered in the «Registro dei Revisori Contabili» by the D.M. dated April 12th 1995, gazetted on the Italian Official Gazette 4° serie speciale n° 31 bis on April 21st 1995, Italian citizen - alternate auditor («Sindaco supplente»).

The meeting resolved that the board of auditors will be in office till the date of the general meeting of shareholders of the Company called in order to approve the balance sheet as at December 31st, 2007.

The meeting resolved that the remuneration of the President of the board of auditors and of the regular auditors will be determined in accordance with the professional fees in force («vigente tariffa professionale dell'Ordine di appartenenza»).

Fifth resolution

The meeting, having previously heard the opinion of the persons appointed as President of the board of directors and regular auditors, resolved to appoint KPMG SpA as person entrusted with the auditing of the Company («Soggetto al quale è demandato il controllo contabile»).

The meeting resolved that the person entrusted with the auditing of the Company will be in office till the date of the general meeting of shareholders of the Company called in order to approve the balance sheet as at December 31st, 2007.

The meeting resolved that the annual remuneration of the person entrusted with the auditing of the Company will be EUR 26,000.-.

Sixth resolution

The meeting resolved to change the nationality of the Company from Luxembourg to Italian and consequently to transfer the registered office of the Company from 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) to Melzo (Italy).

Seventh resolution

The meeting resolved that any director of the Company, and any of Mrs. Patrizia Prunotto, manager, born on 1st September 1963 in Turin and residing in Milano, Via Correggio 9 and Mrs. Silvia Carteny, manager, born on 11th December 1966 in Lecce and residing in Milan, Via Ciro Menotti 12, each acting individually, with full power of substitution, be authorised and instructed to do any such things or acts as may be necessary or useful in relation with the transfer of the registered office of the Company to Italy. The doing of any such other acts and things as such proxy may deem

appropriate, necessary or expedient shall be conclusive evidence that he deems those things and acts to be appropriate, necessary or expedient.

The meeting resolved that any one of the directors of the Company, and any of Mrs. Patrizia Prunotto and Mrs. Silvia Carteny, and each of them individually, will have full power to appoint one or more attorneys in fact to exercise all or any of the rights, powers and authorities hereby conferred on them on such terms and condition as any one director of the Company, and each of them individually, shall think fit, and to revoke any such appointment. The Company hereby acknowledges as proper and valid all the acts to be made pursuant to this appointment by said attorneys-in-fact.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or changes in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at two thousand Euro (2,000.- EUR).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the parties hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing persons in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Done in Luxembourg on the day beforementioned.

After reading these minutes the members of the bureau signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-quatrième jour du mois de mai.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire, demeurant à Mersch.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de MARVEL II S.A. (la «Société»), une société anonyme avec siège social au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 87.270, constituée en tant que société anonyme par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire, demeurant à Luxembourg, le 24 avril 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 1097 du 17 juillet 2002. Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire demeurant à Luxembourg, le 20 mai 2005, non encore publié au Mémorial.

L'assemblée a été présidée par Monsieur Manuel Frias, administrateur de la Société, demeurant à Luxembourg.

Le président a nommé comme secrétaire Monsieur Pierre Stemper, administrateur de la Société, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée a élu comme scrutateur Madame Pascale Mariotti, employée privée, demeurant à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant été constitué, le Président déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter que:

I. Les actionnaires présents et représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre de leurs actions sont renseignés sur une liste de présence, cette liste de présence signée par les mandataires, le bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte, afin d'être enregistrée avec lui auprès de l'administration de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, signées par les parties comparantes resteront annexées au présent document.

II. Il ressort de la liste de présence que les actions représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées à la présente assemblée. Tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir une connaissance complète de l'ordre du jour et renoncent à leurs droits à une convocation préalable.

III. Il ressort de ce qui précède que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider sur l'ordre du jour qui suit:

Ordre du jour:

1. Approbation du bilan semi-annuel au 24 mai 2005 («Situazione patrimoniale ed economica infrannuale»)
2. Adoption de nouveaux statuts.
3. Démission de tous les administrateurs et nomination de Francesco Conte, Antonio Lino Sala et Giorgio Fantacchiotti en tant que membres du nouveau conseil d'administration («Consiglio di Amministrazione»).
4. Nomination d'un conseil de commissaires aux comptes («Collegio Sindacale») et détermination de leurs rémunérations.
5. Nomination de la personne chargée de la comptabilité de la Société («Soggetto al quale è demandato il controllo contabile») et détermination de sa rémunération.
6. Modification de la nationalité de la Société de luxembourgeoise en italienne et transfert subséquent du siège social de la Société de Luxembourg à Melzo, Italie.
7. Délégation des pouvoirs afin d'exécuter en Italie toute(s) formalité(s) requise(s) en vue du transfert du siège social de Luxembourg vers l'Italie.

Après délibération l'assemblée a unanimement décidé ce qui suit:

Première résolution

L'assemblée a décidé d'approuver le bilan semi-annuel («Situazione patrimoniale ed economica infrannuale») à la date du 24 mai 2005 tel que présenté par le Président et annexé ci-après en tant que «Annexe A».

Deuxième résolution

L'assemblée a décidé d'adopter les nouveaux statuts élaborés conformément à la loi italienne qui se liront comme suit:

«STATUTO

Denominazione, sede, oggetto, durata e domicilio soci

Art. 1. Denominazione. E' costituita una Società per Azioni con la denominazione: MARVEL II S.p.A.

Art. 2. Sede. La Società ha sede legale in Melzo (MI).

L'organo amministrativo ha la facoltà di trasferire la sede della Società nel territorio nazionale, nonché di istituire, modificare e sopprimere, con le forme di volta in volta richieste, in Italia e all'estero, sedi secondarie, filiali, succursali, rappresentanze, agenzie e dipendenze di ogni genere, ai sensi del successivo art. 17.

Art. 3. Oggetto. La Società ha per oggetto lo svolgimento, nei confronti delle società controllate o partecipate, di funzioni di indirizzo strategico emanando, nell'esercizio dell'attività di direzione e coordinamento, disposizioni affinché l'attività da esse svolta sia condotta nell'interesse della stabilità e dello sviluppo del gruppo, nonché lo svolgimento di tutte le attività finalizzate alla ottimizzazione, razionalizzazione e sviluppo delle risorse umane, organizzative e finanziarie presenti nelle stesse società controllate o partecipate.

Nel perseguimento degli scopi sociali come sopra indicati, la Società potrà svolgere tutti i servizi e le attività ritenuti necessari o utili nonché ogni altra attività connessa o strumentale rispetto all'attività propria o a quella delle società controllate o partecipate. A titolo esemplificativo e non esaustivo, la Società potrà provvedere alla prestazione di servizi di consulenza e assistenza, al coordinamento amministrativo-finanziario, alla prestazione di assistenza legale, alla gestione della tesoreria, alla fornitura di altri servizi in aree di specifico interesse aziendale.

La Società potrà inoltre compiere tutte le altre operazioni industriali, commerciali, finanziarie (sempre non nei confronti del pubblico), mobiliari ed immobiliari necessarie od utili per il conseguimento dell'oggetto sociale (compreso il rilascio di garanzie personali o reali anche nell'interesse di terzi e l'assunzione di mutui e finanziamenti anche ipotecari), con tassativa esclusione delle operazioni di sollecitazione del pubblico risparmio, dell'attività fiduciaria, della raccolta del risparmio tra il pubblico, delle attività riservate alle SIM e di ogni altra attività riservata per legge, e quant'altro collegato all'oggetto sociale o che consenta una migliore utilizzazione delle strutture e/o risorse proprie e delle società controllate o partecipate.

Art. 4. Durata. La durata della Società è fissata al 31 dicembre 2050, salvo proroga.

Ai soci che non hanno concorso all'approvazione della deliberazione riguardante la proroga del termine non è comunque consentito recedere dalla Società.

Art. 5. Domicilio dei soci. Il domicilio, numero di fax, indirizzo di posta elettronica o altri recapiti dei soci, per quanto attiene ai loro rapporti con la Società, si intende, a tutti gli effetti di legge, quello risultante dal libro soci.

Capitale

Art. 6. Capitale. Il capitale sociale è di EUR 10.819.540,- (dieci milioni otto cento diciannove mila cinque cento quaranto) diviso in n. 1.081.954 (un milione ottantun mila nove cento cinquanta quattro) azioni ordinarie da nominali EUR 10,- (dieci) cadauna.

Le azioni possono essere solo nominative. Ogni azione è indivisibile.

Il capitale può essere aumentato anche con conferimenti in natura o crediti, nei limiti consentiti dalla legge, ed anche con emissione di azioni privilegiate od aventi diritti diversi da quelle ordinarie.

La Società ha la facoltà di raccogliere presso i propri soci i fondi necessari per il conseguimento dell'oggetto sociale, con le modalità ed in ottemperanza a quanto disposto dal D. Lgs. 1 settembre 1993 n. 385 e successive integrazioni e modificazioni e di ogni altra applicabile disposizione di legge.

Diritto di recesso

Art. 7. Diritto di recesso. Fatto salvo quanto previsto dal precedente art. 4, i soci hanno diritto di recedere nei casi e con gli effetti previsti dalla legge.

Assemblea dei soci

Art. 8. Assemblea. L'assemblea, regolarmente costituita, rappresenta l'universalità dei soci e le sue deliberazioni, prese in conformità alla legge ed al presente Statuto, vincolano tutti i soci, ancorché non intervenuti o dissenzienti.

L'assemblea è ordinaria o straordinaria ai sensi di legge.

Art. 9. Convocazione dell'assemblea. L'assemblea è convocata almeno una volta all'anno entro 120 giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero, nei casi previsti dall'art. 2364, secondo comma, del Codice Civile, entro 180 giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

L'assemblea viene convocata con lettera raccomandata con ricevuta di ritorno da inviarsi ai soci almeno 8 (otto) giorni prima dell'adunanza, oppure mediante telefax o messaggio di posta elettronica trasmessi ai soci almeno 8 (otto) giorni prima dell'adunanza al numero di telefax o all'indirizzo di posta elettronica che saranno iscritti nel libro soci a richiesta dei soci medesimi.

In alternativa o promiscuamente alle modalità di cui sopra, l'avviso di convocazione potrà essere pubblicato nella Gazzetta Ufficiale della Repubblica, nei termini di legge.

L'avviso deve contenere l'indicazione del giorno, dell'ora e del luogo dell'adunanza (ed eventualmente degli altri luoghi ad esso collegati in audio e/o video conferenza), nonché l'elenco delle materie da trattare e potrà contenere anche la data dell'eventuale seconda e/o terza convocazione.

Le assemblee, tanto ordinarie che straordinarie, possono essere convocate anche fuori dalla sede sociale.

Pur in mancanza di formale convocazione, l'assemblea è validamente costituita in presenza dei requisiti richiesti dalla legge.

Art. 10. Intervento in assemblea. Hanno diritto ad intervenire all'assemblea tutti i soci che risultino iscritti nel libro soci. Ogni azionista può farsi rappresentare mediante delega scritta nei limiti e con le forme consentite dalla legge. L'assemblea, sia ordinaria che straordinaria, può svolgersi con intervenuti dislocati in più luoghi audio e/o video collegati, a condizione che:

- (i) sia consentito al Presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- (ii) sia consentito al verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- (iii) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno;
- (iv) vengano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria) i luoghi audio e/o video collegati a cura della Società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente e il verbalizzante.

Per quanto non diversamente disposto, l'intervento e il voto sono regolati dalla legge.

Art. 11. Presidenza dell'assemblea. La presidenza dell'assemblea spetta al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico, se nominato, ovvero, in caso di assenza od impedimento di questi ultimi, nonché qualora l'assemblea si svolga con intervenuti dislocati in più luoghi audio e/o video collegati ed il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico non siano in condizione di svolgere i compiti a loro affidati, alla persona che sarà designata a maggioranza dei voti dei soci presenti.

Il Presidente dell'assemblea, anche a mezzo di appositi incaricati, verifica la regolarità della costituzione, accerta l'identità e la legittimazione dei presenti nonché la validità delle deleghe, regola il suo svolgimento, stabilendo le modalità di discussione e di votazione (non a schede segrete), ed accerta i risultati delle votazioni.

Il Presidente è assistito da un segretario designato dall'assemblea anche tra i non soci.

Art. 12. Costituzione delle assemblee e validità delle deliberazioni. Alle assemblee ordinarie e straordinarie si applicano le norme di legge, sia per quanto riguarda la regolare costituzione delle stesse, sia per quanto riguarda la validità delle deliberazioni da assumere.

Ogni socio ha diritto ad un voto per ogni azione posseduta avente diritto di voto.

Art. 13. Verbalizzazioni. In caso di assemblea straordinaria ed in ogni caso quando il Presidente dell'assemblea lo richieda, il verbale dell'assemblea verrà redatto da un Notaio.

Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal Presidente e dal segretario o dal Notaio.

Amministrazione

Art. 14. Struttura di Amministrazione e Controllo. Ai sensi dell'art. 2380 del Codice Civile, la Società ha la struttura di amministrazione e controllo regolata dai paragrafi 2, 3, 4 della Sezione VI-bis, Capo V, Titolo V, Libro V del Codice Civile.

Art. 15. Consiglio di Amministrazione / Amministratore Unico. La Società è amministrata, secondo quanto di volta in volta stabilito dall'assemblea, da un Amministratore Unico o da un Consiglio di Amministrazione composto da un numero minimo di 3 (tre) ad un numero massimo di 11 (undici) membri, i quali durano in carica per il periodo stabilito all'atto della nomina, comunque non superiore a 3 (tre) esercizi, e scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica. Gli amministratori sono rieleggibili.

Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori si provvede alla loro sostituzione secondo le norme di legge.

Qualora per qualsiasi causa venga a cessare almeno la metà degli amministratori nominati dall'assemblea, l'intero Consiglio si intende decaduto, con effetto dalla data della sua ricostituzione, e deve essere convocata d'urgenza, dagli amministratori rimasti in carica, l'assemblea per la nomina di tutti gli amministratori. Ai membri del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico spetta un compenso stabilito dall'assemblea, che rimarrà invariato fino a nuova deliberazione.

Ai membri del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico compete inoltre il rimborso delle spese sostenute in ragione del loro ufficio.

Art. 16. Riunioni. Il Consiglio di Amministrazione è convocato presso la sede sociale o altrove, dal Presidente o dall'Amministratore Delegato, ove nominato.

La convocazione si effettua mediante avviso contenente l'indicazione del giorno, dell'ora e del luogo della riunione (ed eventualmente degli altri luoghi ad esso collegati in audio e/o video conferenza) così come del relativo ordine del giorno, da inviarsi mediante lettera raccomandata, telegramma, messaggio telefax o messaggio di posta elettronica almeno 5 (cinque) giorni prima di quello fissato per l'adunanza ovvero, nei casi di urgenza, almeno 24 (ventiquattro) ore prima di quello fissato per l'adunanza.

Le adunanze del Consiglio di Amministrazione e le sue deliberazioni sono valide anche senza formale convocazione quando intervengano tutti i consiglieri e i sindaci effettivi in carica.

Le riunioni del Consiglio di Amministrazione sono presiedute dal Presidente o, in sua assenza o impedimento, dall'Amministratore Delegato, ove nominato, ovvero, in mancanza anche di questi, nonché qualora l'adunanza si svolga in più luoghi audio e/o video collegati e il Presidente del Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Delegato non siano in condizione di svolgere i compiti a loro affidati, dal consigliere designato dal Consiglio stesso.

Chi presiede designa di volta in volta un segretario, anche tra persone estranee al Consiglio.

Per la validità delle deliberazioni del Consiglio di Amministrazione è necessaria la presenza della maggioranza degli amministratori in carica. Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione sono prese a maggioranza assoluta dei presenti.

Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione devono risultare da verbali che, trascritti su apposito libro tenuto a norma di legge, sono firmati da chi presiede e dal segretario.

Le riunioni del Consiglio di Amministrazione possono svolgersi anche in più luoghi, audio e/o video collegati, a condizione che:

- (i) siano presenti nello stesso luogo chi presiede ed il segretario della riunione, che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;
- (ii) sia consentito a chi presiede di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- (iii) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;
- (iv) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Art. 17. Poteri. All'Amministratore Unico od al Consiglio di Amministrazione spettano i più ampi poteri per l'amministrazione ordinaria e straordinaria della Società. Essi possono quindi compiere tutti gli atti, anche di disposizione, ritenuti opportuni per il conseguimento dell'oggetto sociale, con la sola esclusione di quelli che la legge riserva espressamente all'assemblea.

Sono altresì attribuite all'organo amministrativo, a norma dell'art. 2365 del Codice Civile, le seguenti competenze:

- (i) le deliberazioni concernenti la fusione nei casi previsti dagli artt. 2505 e 2505-bis del Codice Civile, anche quale richiamato, per la scissione, dall'art. 2506-ter del Codice civile;
- (ii) l'istituzione e la soppressione di sedi secondarie;
- (iii) l'indicazione di quali tra gli amministratori hanno la rappresentanza della Società;
- (iv) la riduzione del capitale sociale conseguente all'esercizio del diritto di recesso da parte dei soci;
- (v) gli adeguamenti dello Statuto a disposizioni normative;
- (vi) il trasferimento della sede sociale nel territorio nazionale.

Art. 18. Presidente ed Amministratori Delegati. Il Consiglio di Amministrazione elegge tra i propri membri un Presidente, se questi non è stato nominato dall'assemblea.

Il Presidente convoca il Consiglio di Amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché adeguate informazioni sulle materie iscritte all'ordine del giorno vengano fornite a tutti i consiglieri.

Il Consiglio di Amministrazione può delegare le proprie attribuzioni a singoli amministratori o ad un comitato esecutivo, determinando il contenuto, i limiti e le eventuali modalità di esercizio della delega e fissandone i compensi, sentito il Collegio Sindacale, nei limiti eventualmente stabiliti dall'assemblea.

L'organo amministrativo potrà altresì nominare direttori generali, direttori e procuratori per singoli atti o categorie di atti, in conformità alle disposizioni di legge, stabilendone i poteri e determinandone, se del caso, i compensi.

Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'art. 2381 del Codice Civile e quelle non delegabili ai sensi delle altre leggi vigenti.

Gli organi delegati riferiscono al Consiglio di Amministrazione e al Collegio Sindacale, almeno ogni sei mesi, sul generale andamento della gestione e sulla sua prevedibile evoluzione nonché sulle operazioni di maggior rilievo, per le loro dimensioni e caratteristiche, effettuate dalla Società e dalle sue controllate.

La carica di Presidente è cumulabile con quella di Amministratore Delegato.

Art. 19. Poteri di rappresentanza. La rappresentanza della Società di fronte ai terzi ed in giudizio spetta all'Amministratore Unico o al Presidente del Consiglio di Amministrazione.

Spetta pure agli Amministratori Delegati, ove nominati, nell'ambito e nei limiti delle proprie attribuzioni.

La rappresentanza legale della Società spetta altresì, nell'ambito delle rispettive attribuzioni, ai direttori, anche generali, ed ai procuratori.

Le persone cui sia stata delegata la rappresentanza della Società potranno nominare procuratori speciali per singoli atti o categorie di atti, anche tra persone estranee alla Società.

Collegio Sindacale

Art. 20. Composizione, competenze e retribuzione. L'assemblea nomina il Collegio Sindacale, composto da 3 (tre) membri effettivi e 2 (due) supplenti, rieleggibili, determinandone la retribuzione.

I sindaci durano in carica tre (3) esercizi e sono rieleggibili. Essi scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica.

Fermo restando quanto previsto dal successivo art. 21, il Collegio Sindacale vigila sull'osservanza della legge e dello Statuto, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo, amministrativo e contabile adottato dalla Società e sul suo concreto funzionamento. Le altre attribuzioni ed i doveri sono quelli stabiliti dalla legge.

Le riunioni del Collegio Sindacale possono svolgersi anche in più luoghi, audio e/o video collegati, a condizione che:

- (i) siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il segretario della riunione, se nominato, che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;
- (ii) sia consentito al Presidente di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- (iii) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;
- (iv) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Controllo contabile

Art. 21. Attribuzione del controllo contabile. Salvo che l'assemblea, qualora sia consentito dalla legge, non attribuisca al Collegio Sindacale anche la funzione del controllo contabile, ai sensi dell'art. 2409-bis del Codice Civile, tale controllo è svolto da un revisore contabile o da una società di revisione iscritti nel registro istituito presso il Ministero della giustizia.

Il revisore o la società incaricata del controllo contabile, anche mediante scambi di informazioni con il Collegio Sindacale:

(i) verifica, nel corso dell'esercizio sociale, con periodicità almeno trimestrale, la regolare tenuta della contabilità sociale e la corretta rilevazione nelle scritture contabili dei fatti di gestione;

(ii) verifica se il bilancio di esercizio e, ove redatto, il bilancio consolidato corrispondono alle risultanze delle scritture contabili e degli accertamenti eseguiti e se sono conformi alle norme che li disciplinano;

(iii) esprime con apposita relazione un giudizio sul bilancio di esercizio e sul bilancio consolidato, ove redatto.

L'attività di controllo contabile è annotata in un apposito libro conservato presso la sede sociale.

L'incarico del controllo contabile è conferito dall'assemblea, sentito il Collegio Sindacale, la quale determina il corrispettivo per tutta la durata dell'incarico, che non può eccedere i 3 (tre) esercizi sociali.

Il revisore o la società di revisione cessano il proprio ufficio con l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica e sono rieleggibili.

Il revisore o la società di revisione, per tutta la durata del loro mandato, non debbono trovarsi in una delle situazioni previste dall'art. 2409-quinquies del Codice Civile. In caso contrario essi sono ineleggibili o decadono di diritto. In caso di decadenza, l'organo amministrativo è tenuto a convocare d'urgenza l'assemblea per la nomina di un nuovo revisore o società di revisione.

Bilancio ed utili

Art. 22. Esercizio sociale - Bilancio. L'esercizio sociale si chiude il 31 (trentuno) dicembre di ogni anno.

Alla fine di ogni esercizio l'organo amministrativo provvede, in conformità alle prescrizioni di legge, a redigere il bilancio di esercizio, corredandolo con tutta la documentazione richiesta dalla legge.

Art. 23. Ripartizione degli utili. L'utile netto di bilancio è ripartito come segue:

(i) il 5% (cinque per cento) è destinato alla riserva legale, fino a che essa non abbia raggiunto il limite di legge;

(ii) il rimanente verrà ripartito tra gli azionisti, salvo diversa delibera assembleare.

Il diritto ai dividendi non riscossi entro il quinquennio dal giorno in cui sono diventati esigibili, si prescrive a favore della Società.

Disposizioni generali

Art. 24. Scioglimento e liquidazione. In caso di scioglimento della Società, l'assemblea determina le modalità della liquidazione e nomina uno o più liquidatori, fissandone poteri e compensi.

Art. 25. Rinvio. Per tutto quanto non specificatamente previsto nel presente Statuto, trovano applicazione le norme del Codice Civile e le altre leggi vigenti in materia.

Troisième résolution

L'assemblée a décidé d'approuver la démission de tous les administrateurs de la Société et de nommer un nouveau conseil d'administration («Consiglio di Amministrazione») composé de 3 membres.

L'assemblée a décidé de nommer les personnes suivantes en tant que membres du nouveau conseil d'administration:

- Monsieur Francesco Conte, gestionnaire, né le 7 octobre 1963 à Genève et demeurant à Milan, Via dei Piatti, 2, citoyen italien, nommé Président du conseil d'administration («Presidente del Consiglio di Amministrazione»)

- Monsieur Giorgio Fantacchiotti, avocat, né le 12 mai 1969 à Turin et demeurant à Milan, Via Legnano, 38; citoyen italien;

- Monsieur Antonio Lino Sala, gestionnaire, né le 8 décembre 1960 à Milan et demeurant à Milan Piazzale Principessa Clotilde n 4, citoyen italien.

L'assemblée a décidé que le conseil d'administration sera en fonction jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires de la Société convoquée afin d'approuver le bilan au 31 décembre 2007.

Quatrième résolution

L'assemblée a décidé de nommer un conseil de commissaires aux comptes («Collegio Sindacale») composé des personnes suivantes:

- Monsieur Enrico Cervellera, professionnel indépendant, né le 27 février 1941 à Milan et demeurant à Via Alberto da Giussano, 16, enregistré au «Registro dei Revisori Contabili» par le D.M daté 12 avril 1995, publié dans la Gazette Officielle Italienne n. 4 série spéciale n° 31 bis le 21 avril 1995, citoyen italien, Président du conseil des commissaires aux comptes («Presidente del Collegio Sindacale»);

- Monsieur Alfredo Malguzzi, professionnel indépendant, né le 31 août 1962 à Lerici (SP) et demeurant à Milan, Via Paleocapa, 4, enregistré au «Registro dei Revisori Contabili» par le D.M daté 12 avril 1995, publié dans la Gazette Officielle Italienne n. 4 série spéciale n° 31 bis le 21 avril 1995, citoyen italien, commissaire régulier («Sindaco effettivo»);

- Monsieur Marco Reboa, professionnel indépendant, né le 21 avril 1955 à Milan et demeurant à Milan, Via Medici, 9, enregistré au «Registro dei Revisori Contabili» par le D.M daté 12 avril 1995, publié dans la Gazette Officielle Italienne n. 4 série spéciale n° 31 bis le 21 avril 1995, citoyen italien, commissaire régulier («Sindaco effettivo»);

- Monsieur Enrico Maria Cossa, professionnel indépendant, né le 21 avril 1966 à Milan et demeurant à Milan, Via Sigeri, 11, Italie, enregistré au «Registro dei Revisori Contabili» par le D.M daté 12 avril 1995, publié dans la Gazette

Officielle Italienne n. 4 série spéciale n° 31 bis le 21 avril 1995, citoyen italien, commissaire alternatif («Sindaco supplente»);

- Monsieur Emilio Fano, professionnel indépendant, né le 19 janvier 1954 à Milan et demeurant à Milan, Viale Beatrice D'este, 21, enregistré au «Registro dei Revisori Contabili» par le D.M daté 12 avril 1995, publié dans la Gazette Officielle Italienne n. 4 série spéciale n° 31 bis le 21 avril 1995, citoyen italien, commissaire alternatif («Sindaco supplente»).

L'assemblée a décidé que le conseil des commissaires aux comptes sera en fonction jusqu'à la date de l'assemblée générale des actionnaires de la Société convoquée afin d'approuver le bilan au 31 décembre 2007.

L'assemblée a décidé que la rémunération du Président du conseil des commissaires aux comptes et des commissaires réguliers sera déterminée conformément aux honoraires professionnels en vigueur (vigente tariffa professionale dell'Ordine di appartenenza).

Cinquième résolution

L'assemblée ayant au préalable entendu l'avis des personnes nommées en tant que Président du conseil d'administration et des commissaires réguliers, a décidé de nommer KPMG S.p.A. en tant que personne chargée de la révision de la Société «Soggetto al quale è demandato il controllo contabile».

L'assemblée a décidé que la personne chargée de la révision de la Société restera en fonction jusqu'à la date de l'assemblée générale des actionnaires de la Société convoquée afin d'approuver le bilan au 31 décembre 2007.

L'assemblée a décidé que la rémunération annuelle de la personne chargée de la révision de la Société sera de 26.000,- EUR.

Sixième résolution

L'assemblée a décidé de changer la nationalité luxembourgeoise de la Société en nationalité italienne et par conséquent, de transférer le siège social de la Société du 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, (Grand-Duché du Luxembourg) à Melzo (Italie).

Septième résolution

L'assemblée a décidé que chaque administrateur de la Société, ainsi que Madame Patrizia Prunotto, gestionnaire, née le 1^{er} septembre 1963 à Turin, et demeurant à Milan, Via Correggio 9 et Madame Silvia Carteny, gestionnaire, née le 11 décembre 1966 à Lecce et demeurant à Milan, Via Ciro Menotti 12, chacun agissant individuellement et avec pouvoir de remplacement, sont autorisés et chargés d'accomplir toutes choses ou actes qui seraient nécessaires ou utiles en relation avec le transfert du siège social de la Société vers l'Italie. Le fait d'accomplir de tels actes ou choses qu'un tel mandat considérerait approprié, nécessaire ou opportun, sera une évidence probante qu'il requiert de telles choses et actes comme étant approprié, nécessaire ou concluant.

L'assemblée a décidé que chaque administrateur de la Société, ainsi que Madame Patrizia Prunotto et Madame Silvia Carteny, chacun agissant individuellement aura le pouvoir de nommer un ou plusieurs mandataires afin d'exercer en fait tous droits, pouvoirs et autorités leur conférés par la présente dans les termes et conditions que chaque administrateur de la Société, et chacun d'entre eux individuellement, considèrera comme convenable, et de révoquer une telle nomination. La Société par la présente reconnaît comme acte correct et valide tous les actes qui seront exécutés conformément à cette nomination par les mandataires de fait.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charge sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société sont évalués à approximativement à deux mille euros (2.000,- EUR).

Le notaire soussigné, qui connaît et parie l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête des parties ci-avant, les présentes minutes sont rédigées en anglais suivies d'une traduction française, à la requête des mêmes parties comparantes, en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes, après lecture faite de ces minutes, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Frias, P. Stemper, P. Mariotti, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 24 mai 2005, vol. 431, fol. 72, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 3 juin 2005.

H. Hellinckx.

(048450.3/242/943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2005.

EDI CONCEPT INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 73.458.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 27 mai 2005, réf. LSO-BE07238, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2005.

Signature.

(043932.3/4214/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2005.

BETAFENCE TOPCO HOLDING, Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R. C. Luxembourg B 105.557.

In the year two thousand and five, on the twenty-eighth day of February.
Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) GILDE BUY-OUT FUND II B.V., a company governed by the laws of The Netherlands, having its registered office at Newtonlaan 91, 3584BP Utrecht, The Netherlands, registered with the Chamber of Commerce and Industries for Utrecht, under number 30164837, holder of three hundred twenty-one (321) shares of the Company, here represented by Ms Florence Bal, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Brussels, Belgium, on 28 February 2005,

2) GILDE BUY-OUT FUND II C.V., a company governed by the laws of The Netherlands, having its registered office at Newtonlaan 91, 3584BP Utrecht, The Netherlands, registered with the Chamber of Commerce and Industries for Utrecht, under number 30170599, holder of eighty-one (81) shares of the Company, here represented by Ms Florence Bal, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Brussels, Belgium, on 28 February 2005,

3) GILDE BUY-OUT FUND II PARALLEL B.V., a company governed by the laws of The Netherlands, having its registered office at Newtonlaan 91, 3584BP Utrecht, The Netherlands, registered with the Chamber of Commerce and Industries for Utrecht, under number 30175215, holder of forty (40) shares of the Company, here represented by Ms Florence Bal, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Brussels, Belgium, on 28 February 2005, and

4) GILDE BUY-OUT FUND II PARALLEL C.V., a company governed by the laws of The Netherlands, having its registered office at Newtonlaan 91, 3584BP Utrecht, The Netherlands, registered with the Chamber of Commerce and Industries for Utrecht, under number 30175322, holder of fifty-eight (58) shares of the Company, here represented by Ms Florence Bal, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Brussels, Belgium, on 28 February 2005.

The said proxies, initialled *ne varietur* by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party is representing all the shareholders representing the entire share capital of BETAFENCE TOPCO HOLDING (the «Company»), a société à responsabilité limitée having its registered office at 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under section B number 105.557, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on 17 December 2004, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of incorporation were not yet modified.

The appearing party representing the entire share capital took the following resolutions:

First resolution

The shareholders decide to increase the share capital of an amount of one million seven hundred seven thousand three hundred twenty-five euro (EUR 1,707,325.-) from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) up to one million seven hundred nineteen thousand eight hundred twenty-five euro (EUR 1,719,825.-) through the issue of sixty-eight thousand two hundred ninety-three (68,293) shares of the Company with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each. The new shares have been subscribed as follows:

1) GILDE BUY-OUT FUND II B.V., prenamed, has subscribed for forty-three thousand eight hundred twenty-six (43,826) shares of the Company;

2) GILDE BUY-OUT FUND II C.V., prenamed, has subscribed for eleven thousand one (11,001) shares of the Company;

3) GILDE BUY-OUT FUND II PARALLEL B.V., prenamed, has subscribed for five thousand five hundred three (5,503) shares of the Company; and

4) GILDE BUY-OUT FUND II PARALLEL C.V., prenamed, has subscribed for seven thousand nine hundred sixty-three (7,963) shares of the Company.

The shares subscribed have been paid up through the contribution in kind consisting of the following shares of BETAFENCE HOLDING NV, a naamloze vennootschap governed by the laws of Belgium, having its registered office at Deerlijkstraat 58/A, 8550 Zwevegem, Belgium, registered with the register of legal entities under number 0870.556.885, with a total fair market value of one million seven hundred seven thousand three hundred thirty-five euro (EUR 1,707,335.-):

Contributor	Number and class of shares	Numbering	Contribution price
GILDE BUY-OUT FUND II B.V.	5,701,894 A Ordinary Shares	615,001 to 6,316,894	EUR 570,189.40
	272,731 B Ordinary Shares	8,885,312 to 9,158,042	EUR 27,273.10
	44,946 C Ordinary Shares	9,891,814 to 9,936,759	EUR 4,494.60
	1,773 B Preference Shares	9,885,312 to 9,887,084	EUR 177,300.00
	3,164 C Preference Shares	10,006,503 to 10,009,666	EUR 316,400.00
GILDE BUY-OUT FUND II C.V.	1,431,596 A Ordinary Shares	6,316,895 to 7,748,490	EUR 143,159.60
	68,476 B Ordinary Shares	9,158,043 to 9,226,518	EUR 6,847.60
	11,285 C Ordinary Shares	9,936,760 to 9,948,044	EUR 1,128.50
	445 B Preference Shares	9,887,085 to 9,887,529	EUR 44,500.00

	794 C Preference Shares	10,009,667 to 10,010,460	EUR 79,400.00
GILDE BUY-OUT FUND II	307,500 A Ordinary Shares	1 to 307,500	EUR 30,750.00
PARALLELE B.V.	408,298 A Ordinary Shares	7,748,491 to 8,156,788	EUR 40,829.80
	34,238 B Ordinary Shares	9,226,519 to 9,260,756	EUR 3,423.80
	5,642 C Ordinary Shares	9,948,045 to 9,953,686	EUR 564.20
	223 B Preference Shares	9,887,530 to 9,887,752	EUR 22,300.00
	397 C Preference Shares	10,010,461 to 10,010,857	EUR 39,700.00
GILDE BUY-OUT FUND II	307,500 A Ordinary Shares	307,501 to 615,000	EUR 30,750.00
PARALLELE C.V.	728,523 A Ordinary Shares	8,156,789 to 8,885,311	EUR 72,852.30
	49,555 B Ordinary Shares	9,260,757 to 9,310,311	EUR 4,955.50
	8,166 C Ordinary Shares	9,953,687 to 9,961,852	EUR 816.60
	322 B Preference Shares	9,887,753 to 9,888,074	EUR 32,200.00
	575 C Preference Shares	10,010,858 to 10,011,432	EUR 57,500.00
Total		9,388,043	– EUR 1,707,335.00

As a consequence of such contribution, 93.74% of the share capital of the latter company is owned by the Company. The proof of the existence and the value of the contribution has been produced to the undersigned notary.

The total contribution of one million seven hundred seven thousand three hundred thirty-five euro (EUR 1,707,335) consists of one million seven hundred seven thousand three hundred twenty-five euro (EUR 1,707,325.-) allocated to the share capital and ten euro (EUR 10.-) allocated to a share premium account.

Second resolution

As a consequence of the above mentioned actions, article 6 of the articles of incorporation is amended and now reads as follows:

«**Art. 6.** The Company's share capital is set at one million seven hundred nineteen thousand eight hundred twenty-five euro (EUR 1,719,825.-) represented by sixty-eight thousand seven hundred ninety-three (68,793) shares of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.»

Proportional capital duty exemption request

Considering that the first resolution concerns an increase of the subscribed share capital of a Luxembourg company through a contribution in kind consisting of shares of a company having its registered office in an EC Member State all the conditions as set forth by article 4-2 of the Luxembourg law of 29 December 1971, as modified, by the law of 3 December 1986, are complied with in order to benefit from the exemption on the proportional capital duty for the contribution of all the shares to the Company.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present stated increase of capital, are estimated at four thousand Euros.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-huit février.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) GILDE BUY-OUT FUND II B.V., une société régie par les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Newtonlaan 91, 3584BP Utrecht, Pays-Bas, enregistrée à la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Utrecht, sous le numéro 30164837, détentrice de trois cent vingt et une (321) actions de la Société,

ici représentée par Mlle Florence Bal, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Bruxelles, Belgique, le 28 février 2005,

2) GILDE BUY-OUT FUND II C.V., une société régie par les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Newtonlaan 91, 3584BP Utrecht, Pays-Bas, enregistrée à la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Utrecht, sous le numéro 30170599, détentrice de quatre-vingt une (81) actions de la Société,

ici représentée par Mlle Florence Bal, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Bruxelles, Belgique, le 28 février 2005,

3) GILDE BUY-OUT FUND II PARALLELE B.V., une société régie par les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Newtonlaan 91, 3584BP Utrecht, Pays-Bas, enregistrée à la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Utrecht, sous le numéro 30175215, détentrice de quarante (40) actions de la Société,

ici représentée par Mlle Florence Bal, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Bruxelles, Belgique, le 28 février 2005, et

4) GILDE BUY-OUT FUND II PARALLEL C.V., une société régie par les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Newtonlaan 91, 3584BP Utrecht, Pays-Bas, enregistrée à la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Utrecht, sous le numéro 30175322, détentrice de cinquante-huit (58) actions de la Société,

ici représentée par Mlle Florence Bal, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Bruxelles, Belgique, le 28 février 2005.

Les procurations signées ne varietur par le comparant et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant représente l'ensemble des associés représentant l'ensemble du capital social de BETAFENCE TOPCO HOLDING (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social à 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 105.557, constituée suivant acte du notaire soussigné, en date du 17 décembre 2004, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts n'ont pas été modifiés.

Le comparant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associés décident d'augmenter le capital social d'un montant d'un million sept cent sept mille trois cent vingt-cinq euros (EUR 1.707.325,-), afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à un million sept cent dix-neuf mille huit cent vingt-cinq euros (EUR 1.719.825,-) par l'émission de soixante-huit mille deux cent quatre-vingt treize (68.293) parts sociales nouvelles d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Les parts sociales nouvelles ont été souscrites comme suit:

1) GILDE BUY-OUT FUND II B.V., susnommé, a souscrit à quarante-trois mille huit cent vingt-six (43.826) parts sociales de la Société;

2) GILDE BUY-OUT FUND II C.V., susnommé, a souscrit à onze mille une (11.001) parts sociales de la Société;

3) GILDE BUY-OUT FUND II PARALLEL B.V., susnommé, a souscrit à cinq mille cinq cent trois (5.503) parts sociales de la Société; et

4) GILDE BUY-OUT FUND II PARALLEL C.V., susnommé, a souscrit à sept mille neuf cent soixante-trois (7.963) parts sociales de la Société.

Les parts sociales ainsi souscrites ont été libérées par un apport en nature consistant dans les parts sociales suivantes de BETAFENCE HOLDING NV, une naamloze vennootschap régie par les lois de Belgique, ayant son siège social à Deerlijkstraat 58/A, 8550 Zwevegem, Belgique, inscrite au registre des personnes morales sous le numéro 0870.556.885, ayant une valeur de marché totale d'un million sept cent sept mille trois cent trente-cinq euros (EUR 1.707.335,-):

Apporteur	Nombre et classe d'actions	Numérotation	Prix de l'apport
GILDE BUY-OUT FUND II B.V.	5.701.894 Actions Ordinaires A	615.001 à 6.316.894	EUR 570.189,40
	272.731 Actions Ordinaires B	8.885.312 à 9.158.042	EUR 27.273,10
	44.946 Actions Ordinaires C	9.891.814 à 9.936.759	EUR 4.494,60
	1.773 Actions Préférentielles B	9.885.312 à 9.887.084	EUR 177.300,00
	3.164 Actions Préférentielles C	10.006.503 à 10.009.666	EUR 316.400,00
GILDE BUY-OUT FUND II C.V.	1.431.596 Actions Ordinaires A	6.316.895 à 7.748.490	EUR 143.159,60
	68.476 Actions Ordinaires B	9.158.043 à 9.226.518	EUR 6.847,60
	11.285 Actions Ordinaires C	9.936.760 à 9.948.044	EUR 1.128,50
	445 Actions Préférentielles B	9.887.085 à 9.887.529	EUR 44.500,00
	794 Actions Préférentielles C	10.009.667 à 10.010.460	EUR 79.400,00
GILDE BUY-OUT FUND II PARALLEL B.V.	307.500 Actions Ordinaires A	1 à 307.5000	EUR 30.750,00
	408.298 Actions Ordinaires A	7.748.491 à 8.156.788	EUR 40.829,80
	34.238 Actions Ordinaires B	9.226.519 à 9.260.756	EUR 3.423,80
	5.642 Actions Ordinaires C	9.948.045 à 9.953.686	EUR 564,20
GILDE BUY-OUT FUND II PARALLEL C.V.	223 Actions Préférentielles B	9.887.530 à 9.887.752	EUR 22.300,00
	397 Actions Préférentielles C	10.010.461 à 10.010.857	EUR 39.700,00
	307.500 Actions Ordinaires A	307.501 à 615.000	EUR 30.750,00
	728.523 Actions Ordinaires A	8.156.789 à 8.885.311	EUR 72.852,30
	49.555 Actions Ordinaires B	9.260.757 à 9.310.311	EUR 4.955,50
	8.166 Actions Ordinaires C	9.953.687 à 9.961.852	EUR 816,60
	322 Actions Préférentielles B	9.887.753 à 9.888.074	EUR 32.200,00
	575 Actions Préférentielles C	10.010.858 à 10.011.432	EUR 57.500,00
Total		9.388.043	– EUR 1.707.335,00

A la suite de cet apport, 93,74% du capital social de cette dernière société est détenu par la Société.

Les documents justificatifs de l'apport ont été présentés au notaire soussigné.

L'apport total d'un million sept cent sept mille trois cent trente-cinq euros (EUR 1.707.335,-) consiste en un million sept cent sept mille trois cent vingt-cinq euros (EUR 1.707.325,-) alloués au capital social et en dix euros (EUR 10,-) alloués à la prime d'émission.

Deuxième résolution

A la suite de l'augmentation de capital ainsi réalisée, l'article 6 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme d'un million sept cent dix-neuf mille huit cent vingt-cinq euros (EUR 1.719.825,-) représentée par soixante-huit mille sept cent quatre-vingt-treize (68.793) parts sociales, d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.»

Requête en exonération du droit d'apport proportionnel

Compte tenu du fait que la première résolution concerne une augmentation de capital social d'une société luxembourgeoise par apport en nature de parts sociales d'une société de capitaux ayant son siège dans un Etat Membre de la Communauté Européenne, la Société requiert sur la base de l'article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971 telle que modifiée par la loi du 3 décembre 1986, l'exonération du droit proportionnel d'apport concernant l'apport de l'ensemble des parts sociales à la Société.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital, est évalué à la somme de quatre mille euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Bal, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 4 mars 2005, vol. 23CS, fol. 91, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2005.

J. Elvinger.

(046157.3/211/214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

BETAFENCE TOPCO HOLDING, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 105.557.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

J. Elvinger.

(046158.3/211/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

MACQUARIE LUXEMBOURG INVESTMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 108.304.

STATUTES

In the year two thousand and five, on the twenty-third day of May.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appears:

MACQUARIE BANK LIMITED, a company incorporated under the laws of Australia, having its registered office at 1 Martin Place, Sydney NSW 2000, Australia.

The founder is here represented by Mr. Patrick Van Hees, with professional address at 15, côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The beforesaid proxy, being initialled *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such party has requested the notary to draw up the following by-laws of a «société à responsabilité limitée» which it declares to incorporate.

Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. There is hereby formed a «société à responsabilité limitée», limited liability company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the laws of August 10th, 1915 on commercial companies, including its article 209, of July 31, 1929 on Holding Companies, of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on «sociétés à responsabilité limitée», as amended, and the present articles of incorporation.

At any moment, a sole shareholder may join with one or more joint shareholders and, in the same way, the following shareholders may adopt the appropriate measures to restore the unipersonal character of the Company. As long as the

Company remains with one sole shareholder, he exercises the powers devolved to the General Meeting of shareholders.

Art. 2. The Company's name is MACQUARIE LUXEMBOURG INVESTMENT, S.à r.l.

Art. 3. The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose, however without taking advantage of the Act of July 31st, 1929, on Holding Companies.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

Capital - Shares

Art. 8. The Company's capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand and five hundred euros), represented by 500 (five hundred) shares of EUR 25 (twenty-five euros) each.

Art. 9. Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

Art. 10. The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the co-ordinate law on trading companies.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

Management

Art. 11. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, boards of managers will be validly held provided that the majority of managers be present.

In this case, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 12. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

The company shall indemnify any manager and his heirs, executors and administrators, against expenses, damages, compensation and costs reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement, and only to the extent the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 13. Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

Shareholders' decisions

Art. 14. Shareholders' decisions are taken by shareholder's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

Art. 15. Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the law of August 10th, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

Financial year - Balance sheet

Art. 16. The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

Art. 17. Each year, as of the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 18. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Winding-up - Liquidation

Art. 20. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro-rata of their participation in the share capital of the company.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Applicable law

Art. 21. The laws here above mentioned in article 1st shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitory measures

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on December 31, 2005.

Subscription - Payment

All the 500 (five hundred) shares representing the capital have been entirely subscribed by MACQUARIE BANK LIMITED, prenamed, and fully paid up in cash, therefore the amount of EUR 12,500 (twelve thousand and five hundred euros) is as now at the disposal of the Company MACQUARIE LUXEMBOURG INVESTMENT, S.à r.l., proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about thousand five hundred euros.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Is appointed as manager for an undetermined duration:

- a) Mr. Gérard Becquer, Réviseur d'Entreprises, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;
- b) Mr. Bruno Bagnouls, Director of companies, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

In accordance with article eleven of the by-laws, the company shall be bound by the joint signature of any two members of the board of managers.

2) The Company shall have its registered office at L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which We, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with Us, the Notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-trois mai.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Comparaît:

MACQUARIE BANK LIMITED, une société de droit australien, ayant son siège social à 1 Martin Place, Sydney NSW 2000, Australie.

Fondateur ici représenté par M. Patrick Van Hees, avec adresse professionnelle à 15, côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, en ce compris l'article 209, du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et du 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée, telles que modifiées, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs partenaires et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la société. Aussi longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale des associés.

Art. 2. La dénomination de la société sera MACQUARIE LUXEMBOURG INVESTMENT, S.à r.l.

Art. 3. L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété

que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, sans vouloir toutefois bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

Art. 4. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

Capital - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros), représenté par 500 (cinq cents) parts sociales de EUR 25 (vingt-cinq euros) chacune.

Art. 9. Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales. Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La société sera engagée par la seule signature de son gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement si la majorité des gérants sont présents.

Dans ce cas, les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 12. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société indemniserà tout gérant et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais, dommages, coûts et indemnités raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de gérants, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la

Société est actionnaire ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils auraient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans le cas où la Société serait informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

Art. 13. Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme ou télex un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

Décisions des associés

Art. 14. Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

Art. 15. Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 16. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 17. Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

Art. 18. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Loi applicable

Art. 21. Les lois mentionnées à l'article 1^{er}, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2005.

Souscription - Libération

Les 500 (cinq cents) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites par MACQUARIE BANK LIMITED, prénommé, et ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cents euro.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

a) Monsieur Gérard Becquer, Réviseur d'entreprises, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

b) Monsieur Bruno Bagnouls, Administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Conformément à l'article 11 des statuts, la Société se trouvera engagée par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

2) Le siège social de la Société est établi à L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: P. Van Hees, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 26 mai 2005, vol. 24CS, fol. 38, case 1. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mai 2005.

J. Elvinger.

(046019.3/211/362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2005.

GREEN BASIL S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R. C. Luxembourg B 108.441.

—
STATUTES

In the year two thousand and five, on the first of June.

Before Maître, Jean Seckler, notary residing at Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1. The company under the laws of the British Virgin Islands BRIGHT GLOBAL S.A., having its registered office in Tortola, Akara Building, 24 De Castro Street, Wickhams Cay I (British Virgin Islands);

2. The company under the laws of Panama DAEDALUS OVERSEAS INC., having its registered office in Panama-City, Arango-Orillac Building, 2nd Floor, East 54th Street (Panama).

The two appearers are here represented by Mr. Patrick Moinet, licencié en droit (UCL), professionally residing in Luxembourg, by virtue of two proxies given under private seal.

The said proxies, signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

Such appearing parties have decided to form among themselves a company in accordance with the following Articles of Incorporation.

Art. 1. There is hereby formed a corporation (société anonyme) under the name of GREEN BASIL S.A.

The registered office is established in Luxembourg.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad.

Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the corporation which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg corporation.

The corporation is established for an unlimited duration.

Art. 2. The purposes for which the company is founded is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, the incorporation, or in any other manner, as well as

the transfer by sale, exchange or otherwise, to grant loans to or to borrow loans from said companies, as well as the conduct and management of said companies. The company may participate in the development of any such enterprises and may render them every assistance.

In general, it may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes without subjecting itself to the law of the 31st of July 1929 governing holding companies.

The company is authorized to open agencies and branch offices in the Grand-Duchy as well as in foreign countries.

Art. 3. The corporate capital is fixed at thirty-one thousand Euro (31,000.- EUR), divided into three hundred and ten (310) shares of one hundred Euro (100.- EUR) each.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder.

The corporation's shares may be created, at the owner's option in certificates representing single shares or two or more shares.

Should the corporate share capital be increased, the rights attached to the new shares will be the same as those enjoyed by the old shares.

Art. 4. The corporation shall be managed by a board of Directors composed of at least three members, who need not be shareholders.

The directors shall be appointed for a period not exceeding six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

In the event of a vacancy of the board of directors, the remaining directors meeting together have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

Art. 5. The board of directors has full power to perform such acts as shall be necessary or useful to the corporation's object. All matters not expressly reserved to the general meeting by law or by the present articles of incorporation are within the competence of the board of directors.

The board of directors may elect a chairman; in the absence of the chairman, an other director may preside over the meeting.

The board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented, a proxy between directors, which may be letter, telegram, telefax or electronic mail, being permitted. In case of emergency, directors may vote by letter, telegram, telefax or electronic mail.

Resolutions shall require a majority vote. In case of a tie, the chairman has a casting vote.

The board of directors may delegate all or part of its powers concerning the day-to-day management and the representation of the corporation in connection therewith to one or more directors, managers, or other officers; they need not be shareholders of the company.

Delegation to a member of the board of directors is subject to a previous authorization of the general meeting.

The corporation is committed either by the joint signatures of any two directors or by the individual signature of the delegate of the board.

Art. 6. The corporation shall be supervised by one or more auditors, who need not be shareholders; they may be appointed for a period not exceeding six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

Art. 7. The corporation's financial year shall begin on the first of January and shall end on the thirty-first of December.

Art. 8. The annual general meeting shall be held at the registered office, or such other place as indicated in the convening notice on the last Monday in June of each year at 3.00 p.m.

If said day is a public holiday, the meeting shall be held the next following working day.

Art. 9. Convening notices of all general meetings shall be made in compliance with the legal provisions. If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have had knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting may take place without previous convening notices.

The board of directors may decide that the shareholders desiring to attend the general meeting must deposit their shares five clear days before the date fixed therefore.

Every shareholder has the right to vote in person or by proxy, who need not be a shareholder.

Each share gives the right to one vote, subject to the restrictions imposed by law.

Art. 10. The general meeting of shareholders has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation.

It shall determine the appropriation and distribution of net profits.

The board of directors is authorized to pay interim dividends and in accordance with the terms prescribed by law.

Art. 11. The law of August 10, 1915, on Commercial Companies, as amended, shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide otherwise.

Special dispositions

1. The first financial year shall begin today and end on December 31, 2005.

2. The first annual general meeting will be held in 2006.

Subscription and payment

The Articles of Incorporation having thus been established, the above-named parties have subscribed the shares as follows:

1. The company under the laws of the British Virgin Islands BRIGHT GLOBAL S.A., prenamed, one hundred and fifty-five shares	155
2. The company under the laws of Panama DAEDALUS OVERSEAS INC., prenamed, one hundred and fifty-five shares.	155
Total: three hundred and ten shares	310

All these shares have been fully paid up by payment in cash, so that the sum of thirty-one thousand Euro (31,000.-EUR) is forthwith at the free disposal of the corporation, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the Law on Commercial Companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the corporation or which shall be charged to it in connection with its incorporation at two thousand and fifty Euro.

Extraordinary general meeting

Here and now, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have proceeded to hold an extraordinary general meeting and, having stated that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1. The number of directors is set at three and that of the auditors at one.

2. The following are appointed as directors:

- Mr. Emanuele Costa, contractor, born in Rapallo, (Italy), on the 10th of August 1944, residing in CH-6900 Lugano, Via Mazzini 2A (Switzerland);

- Mr. Bruno Beernaerts, licencié en droit (UCL), born at Ixelles, (Belgium), on the 4th of November 1963, residing professionally at L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf;

- Mr. David De Marco, director, born at Curepipe, (Isle of Mauritius), on the 15th of March 1965, residing professionally at L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.

3. Has been appointed as auditor:

The limited liability company CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., having its registered office at L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur, R.C.S. Luxembourg section B number 86.770.

4. The mandates of the directors and the auditor shall expire immediately after the annual general meeting of the year 2010.

5. The head office of the company shall be fixed in L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up at Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, known to the notary, by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française de l'acte qui précède:

L'an deux mille cinq, le premier juin.

Par-devant Maître, Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1. La société de droit des Iles Vierges Britanniques BRIGHT GLOBAL S.A., ayant son siège social à Tortola, Akara Building, 24 De Castro Street, Wickhams Cay I (Iles Vierges Britanniques);

2. La société de droit panaméen DAEDALUS OVERSEAS INC., ayant son siège social à Panama-City, Arango-Orillac Building, 2nd Floor, East 54th Street (Panama).

Les deux comparantes sont ici représentées par Monsieur Patrick Moinet, licencié en droit (UCL), demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de deux procurations sous seing privé.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées.

Lesquelles comparantes ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre elles:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de GREEN BASIL S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents,

le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est fixée pour une durée illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'acquisition par achat ou de toute autre manière, aussi bien que le transfert par vente, échange ou autrement de titres de toutes sortes, l'emprunt, l'avance de fonds sur prêts ainsi que la gestion et le développement de ses participations.

La société pourra participer à la création et au développement de toute société ou entreprise et pourra leur accorder toute assistance. D'une manière générale, elle pourra prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et exécuter toutes opérations qu'elle jugera utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet, sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

La société est autorisée à ouvrir des filiales ou succursales tant au Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), divisé en trois cent dix (310) actions de cent euros (100,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, aux choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, la mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, téléfax ou courrier électronique, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, téléfax ou courrier électronique.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants, ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le dernier lundi du mois de juin à 15.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2005.

2. La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2006.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1. La société de droit des Iles Vierges Britanniques BRIGHT GLOBAL S.A., prédésignée, cent cinquante-cinq actions.....	155
2. La société de droit panaméen DAEDALUS OVERSEAS INC., prédésignée, cent cinquante-cinq actions.....	155
Total: trois cent dix actions.....	310

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de deux mille cinquante euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
2. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - Monsieur Emanuele Costa, entrepreneur, né à Rapallo, (Italie), le 10 août 1944, demeurant à CH-6900 Lugano, Via Mazzini 2A (Suisse);
 - Monsieur Bruno Beernaerts, licencié en droit (UCL), né à Ixelles, (Belgique), le 4 novembre 1963, demeurant professionnellement à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf;
 - Monsieur David De Marco, directeur, né à Curepipe, (Ile Maurice), le 15 mars 1965, demeurant professionnellement à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.
3. Est appelée aux fonctions de commissaire:

La société à responsabilité limitée CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur, R.C.S. Luxembourg section B numéro 86.770.
4. Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2010.
5. Le siège social est fixé à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une traduction française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: P. Moinet, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 8 juin 2005, vol. 531, fol. 93, case 5. – Reçu 310 euros.

Le Releveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 10 juin 2005.

J. Seckler.

(048324.3/231/257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2005.